

MALI-METRE

Enquête d'opinion

«Que pensent les Malien(ne)s ?»



ENQUETE : Octobre 2020

Publication : Décembre 2020

**FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG**

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2020

Responsable : Christian Klatt, Représentant Résident

Comité de rédaction : Abdourhamane Dicko, Christian Klatt

Mise en page / Illustration : Ambroise Neme Mvogo

Friedrich-Ebert-Stiftung

Badalabougou-Est

BP. 428 Bamako - Mali

Tel. : +223-20 22 44 24 • Fax: +223-20 22 91 13

Email : info@fes-mali.org

Site web : www.fes-mali.org

ISSN: 978-99952-75-05-1

Préface

Le coup d'État et la crise multidimensionnelle qui en a résulté au Mali ont été le déclencheur qui nous a permis à la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) d'initier Mali Mètre en 2012. Huit ans et onze numéros du Mali Mètre plus tard, le Mali est à nouveau confronté à un tournant. Le coup d'état du 18 août 2020 a montré qu'aujourd'hui encore, de nombreuses questions restent sans réponse. Nous aimerions continuer à travailler pour combler cette lacune.

La démission du président Ibrahim Boubacar Keita est intervenue au terme de plusieurs mois de manifestations exprimant un mécontentement à l'égard du gouvernement. Mais ces manifestations parlent-elles pour l'ensemble du Mali ou seulement pour une partie de la population ? Quelle est l'attitude des Malien(ne)s vis-à-vis des organes de transition nouvellement installés ? Les préférences vont-elles plutôt aux militaires ou aux civils ? Ces questions et d'autres sont explorées dans cette édition spéciale du «Mali Mètre».

Cette fois, nous nous concentrons sur la transition et sur toutes les questions qui l'accompagnent. Certaines questions classiques du Mali Mètre ne se trouvent pas dans ce numéro, mais seront reprises la prochaine fois. D'autres changements se trouvent également dans ce numéro.

Par ailleurs, afin de disposer de résultats qui soient proches des faits, l'enquête a été réalisée par téléphone. Elle a concerné les huit premières capitales régionales, donc les régions nouvellement créées de Ménaka et de

Taoudénit n'ont pas été prises en compte à cause des aléas liés au sondage par téléphone.

Cette édition a aussi innové par la prise en compte des opinions des populations des zones rurales sur les thèmes retenus pour l'enquête. Il s'agit des défis et priorités pour le Mali et les nouvelles autorités, des réformes majeures que les Malien(ne)s souhaitent pour leur pays mais aussi de l'opportunité que représenterait la transition en termes de réconciliation entre les différents segments éprouvés par une longue période de tensions sociopolitiques. En un mot, la transition pourrait-elle constituer un nouveau départ ?

L'édition spéciale a innové par le nombre des enquêté(e)s qui passe au double de l'échantillon des éditions précédentes ; 5053 personnes réparties entre sexe, âge, niveau d'instruction, région ont été interrogées entre le 6 et le 20 octobre 2020.

Les résultats sont édifiants. Ils étonnent souvent. Donc la tradition des enquêtes Mali Mètre est respectée.

La Friedrich-Ebert-Stiftung se réjouit de mettre ses importants résultats à la disposition des acteurs sociopolitiques maliens en espérant qu'ils leur permettront une meilleure lecture des préoccupations et attentes des populations.

Bonne lecture!

M. Christian KLATT
Représentant Résident

Résumé

Pour aider le Mali à sortir de la crise politico-institutionnelle, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), apporte sa contribution à travers des activités dont des sondages politiques neutres. Ces sondages ont pour but d'informer les dirigeants et les partenaires du Mali sur l'opinion de la population sur les sujets politiques et socio-économiques. L'actuel sondage concerne l'opinion de la population sur les faits marquants de la démission du Président IBK et la conduite de la transition.

Le sondage a concerné 5 053 personnes de 18 ans et plus. Toutes les régions ont été concernées par cette enquête, excepté Ménaka et Taoudénit. C'est un sondage par quotas (sexe, région, âge, niveau d'éducation et milieu de résidence)

Les résultats principaux se présentent comme suit :

DEFIS AU MALI

Il ressort de cette étude que la lutte contre l'insécurité (45,8%), l'amélioration du système éducatif (36,1%) et la lutte contre la pauvreté (27,5%) suivie de la lutte contre l'insécurité alimentaire (25,7%) sont les principaux défis identifiés par la population enquêtée.

PRIORITES POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les actions immédiates à mettre en œuvre sont la lutte contre l'insécurité (39,5%), la résolution de problème de l'éducation (38,4%), la lutte contre l'insécurité alimentaire (17,7%), la lutte contre le chômage (14,4%) et ramener la paix et la cohésion sociale (13,5%).

OPINION DES MALIEN(NE)S SUR LA DEMISSION DU PRESIDENT

Sur la démission du président de la République, moins d'un(e) Malien(ne) sur trois (31,9%), pense que le Président IBK devrait rester jusqu'à la fin de son mandat. Une autre proportion de 5,5% est du même avis, mais elle demande qu'il change sa gestion du pouvoir. En tout, 37,4% des maliens pensent que le Président IBK devrait rester jusqu'à la fin de son mandat.

Par ailleurs, plus de la moitié (52,9%) des citoyen(ne)s enquêté(e)s affirment que le Président IBK ne pouvait plus rester au pouvoir. Près d'un malien sur dix (9,7%), n'a pas d'avis tranché sur cette question.

SATISFACTION DU CHOIX DU PRESIDENT DE LA TRANSITION

En ce qui concerne le choix du Président de la transition, trois quart (74,8%) des Malien(ne)s sont satisfaits du processus qui a abouti à son choix. Par ailleurs, 8,7% des citoyen(ne)s ne sont pas satisfaits des modalités du choix du Président de la transition. Une proportion de 16,5% n'avait pas d'opinion sur cette question.

SATISFACTION DU CHOIX DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Les résultats de l'enquête montrent que les Malien(ne)s sont satisfait(e)s, dans leur majorité (66,9%), de la composition du nouveau gouvernement de transition. Par ailleurs, 22,9% des citoyen(ne)s n'y ont pas d'opinion.

CONFIANCE EN LA CONDUITE DE LA TRANSITION VERS UN SYSTEME DEMOCRATIQUE

Plus de trois Malien(ne)s sur cinq (61,1%) ont confiance que cette transition mènera vers un système démocratique et de bonne gouvernance. Cependant, 14,1% affirment le contraire et 17,1% pensent que cela dépendra de l'équipe de transition.

PREFERENCE POUR UNE PERSONNALITE CIVILE OU MILITAIRE A LA TETE DE LA TRANSITION

A la question de savoir s'il fallait choisir une personnalité civile ou militaire à la tête de la transition, plus de la moitié (53,4%) des Malien(ne)s enquêté(e)s est favorable à un militaire pour conduire la transition contre 22,4% qui opteraient pour une transition civile et 21,7% indifférents au profil de la personne qui dirigera la transition.

PERCEPTION SUR LE ROLE DU VICE-PRESIDENT DE LA TRANSITION

Environ deux tiers (66,6%) des populations enquêtées sont d'avis que le vice-Président devrait pouvoir remplacer le Président de la transition en cas d'empêchement. Cependant, 18,49% des enquêté(e)s pensent que le vice-Président ne devrait, en aucune façon, pouvoir remplacer le Président de la transition.

ROLE DE LA CEDEAO DANS LA GESTION DE LA TRANSITION

Pour plus de la moitié des Malien(ne)s (53,7%), la CEDEAO a joué un rôle dans la gestion de la transition (grand rôle 32,4%, petit rôle 21,1%). Cependant, 27,1% de la population pensent que la CEDEAO n'y a joué aucun rôle. En outre, 19,2% affirment ne pas savoir si la CEDEAO avait joué ou pas un rôle dans la transition au Mali.

ROLE DE LA MINUSMA DANS LA GESTION DE LA TRANSITION

Pour ce qui est de la MINUSMA, 43,6% de la population sont d'avis qu'elle a joué un rôle dans la gestion de la transition (grand rôle 19,4% et petit rôle 24,3%). Cependant, plus d'un tiers (35%) de la population pense que la MINUSMA n'a joué aucun rôle dans la gestion de cette transition.

ROLE DE L'UNION EUROPEENNE DANS LA GESTION DE LA TRANSITION

45,1% des personnes interrogées voient un rôle pour l'Union européenne dans le processus de transition (21,8% grand rôle, 23,3% petit rôle). Cependant, 27,3% des citoyen(ne)s pensent que l'Union européenne n'y a joué aucun rôle.

AVANTAGES DE LA TRANSITION SUR LA RECONCILIATION ENTRE LES SEGMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La majorité de la population pense que la transition peut avoir un impact sur la réconciliation entre les segments de la société : au sein de l'armée (82,2%), entre l'armée et les groupes armés (52,7%), les partis politiques et citoyens (55,8%), syndicats et gouvernement (74,4%), entre les communautés elles-mêmes (76,9%), entre leaders religieux (66,8%) et entre la justice et la population (71,5%).

Table des matières

Liste des tableaux.....	9
Liste des graphiques.....	10
Liste des cartes.....	12
Liste des annexes.....	13
Introduction.....	14
I. 1. Contexte et Justification.....	14
I. 2. Objectifs de l'enquête.....	14
Perception des défis, priorités et réformes au Mali.....	16
II. 1. Défis au Mali.....	16
II. 2. Priorités pour le nouveau gouvernement.....	19
II. 3. Réformes a entreprendre pour l'avenir du Mali.....	22
Opinion des Malien(ne)s sur la démission du président IBK.....	24
Appréciation des membres de la transition.....	27
IV. 1. Satisfaction du choix du président de la transition.....	27
IV. 2. Satisfaction du choix du gouvernement de la transition.....	28
IV. 3. Confiance en la conduite de la transition vers un système démocratique.....	30
Perceptions du profil des membres de la transition.....	32

V. 1. Préférence d'une personnalité civile ou militaire	32
V. 2. Perception du rôle du vice-président de la transition.....	34
Appréciation de l'implication des organisations régionales et internationales dans la gestion de la transition.....	35
VI. 1. Rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition.....	35
VI. 2. Appréciation des décisions de la CEDEAO sur la transition.....	37
VI. 3. Rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition.....	39
VI. 4. Rôle de l'Union Européenne dans la gestion de la transition	41
Perception des avantages de la transition sur la réconciliation entre les segments de la société civile.....	43
Conclusion	45
IX. 1. Méthodologie et préparatifs de l'enquête.....	46
IX.1.1. Echantillonnage	46
IX.1.2. Implication statistique de l'ajustement de la taille de l'échantillon.....	49
IX.1.3. Procédure de tirage de l'échantillon	50
IX.1.4. Les grandes difficultés dans les sondages par téléphone	50
IX.1.5. Echantillon réellement enquêté	50
IX.1.6. Préparatifs et lancement de l'enquête	52
IX.1.7. Présentation des graphiques.....	52
ANNEXES.....	53

Liste des tableaux

Tableau 1 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser par région

Tableau 2 : Perception sur la démission du président IBK par région

Tableau 3 : Niveau de satisfaction du choix du président de la transition

Tableau 4 : Niveau de satisfaction de la composition du gouvernement de la transition par région

Tableau 5 : Niveau de confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance par région

Tableau 6 : Perception d'une personnalité civile ou militaire pour conduire la transition par région

Tableau 7 : Répartition raisonnée des 4000 personnes entre régions et milieu de résidence

Liste des graphiques

Figure 1 : Défis au Mali

Figure 2 : Défis au Mali selon le genre

Figure 3 : Défis au Mali selon le milieu de résidence

Figure 4 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser

Figure 5 : Réformes à entreprendre pour l'avenir du Mali

Figure 6 : Réformes à entreprendre pour l'avenir du Mali selon le niveau d'instruction

Figure 7 : Perception sur la démission du président IBK

Figure 8 : Perception sur la démission du président IBK selon le genre

Figure 9 : Niveau de satisfaction du choix du président de la transition

Figure 10 : Niveau de satisfaction de la composition du gouvernement de la transition

Figure 11 : Niveau de confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance

Figure 12 : Perception d'une personnalité civile ou militaire pour conduire la transition

Figure 13 : Perception d'une personnalité civile ou militaire pour conduire la transition par résidence

Figure 14 : Perception de prérogative du vice-Président de la transition pour remplacer le Président en cas d'empêchement

- Figure 15** : Appréciation du rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition
- Figure 16** : Appréciation des décisions de la CEDEAO dans le processus de transition
- Figure 17** : Appréciation des décisions de la CEDEAO dans le processus de transition par niveau d'instruction
- Figure 18** : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition
- Figure 19** : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition selon milieu de résidence
- Figure 20** : Appréciation du rôle de l'Union Européenne dans la gestion de la transition
- Figure 21** : Appréciation du rôle de l'Union Européenne dans la gestion de la transition par niveau d'instruction
- Figure 22** : L'avantage de la transition sur la réconciliation entre les segments de la société...
- Figure 23** : Répartition par région
- Figure 24** : Répartition par milieu de résidence
- Figure 25** : Répartition par sexe
- Figure 26** : Répartition par âge
- Figure 27** : Réellement enquêtées et prévues
- Figure 28** : Répartition des enquêtés par région, par sexe et par âge

Liste des cartes

Carte 1 : Perception sur la démission du président IBK

Carte 2 : Appréciation du rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition

Carte 3 : Appréciation des décisions de la CEDEAO dans le processus de transition

Carte 4 : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition

Carte 5 : Appréciation du rôle de l'Union Européenne dans la gestion de la transition

Liste des annexes

Tableau A1 : Défis au Mali par région

Tableau A2 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser par région

Tableau A3 : Réformes à entreprendre pour l'avenir du Mali par région

Tableau A4 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser par niveau d'instruction

Tableau A5 : Appréciation du rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition

Tableau A6 : Appréciation des décisions de la CEDEAO dans le processus de transition par région

Tableau A7 : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition

Tableau A8 : Appréciation du rôle de l'Union européenne dans la gestion de la transition

Introduction

I. 1. Contexte et Justification

Mali-Mètre a été initié à la fin de l'année 2012 dans le contexte de la crise multidimensionnelle que connaît le Mali et dont l'ampleur et la gravité menacent de déstabiliser le pays et toute la sous-région.

Mali-Mètre constitue depuis un baromètre de l'opinion des Malien(ne)s sur les questions d'actualité, reflétant ainsi les besoins, préoccupations et attentes des populations. Mali-Mètre se veut un instrument de collecte d'opinions contribuant à combler le déficit de sondage d'opinion des citoyen(ne)s au Mali et pouvant offrir régulièrement des données scientifiquement élaborées, aux décideurs et leurs partenaires, aux agents de développement, chercheurs et étudiants.

En 2020, malgré un contexte difficile marqué par la pandémie de la COVID 19 et le renversement du président de la République, la FES a envisagé d'organiser un sondage d'opinion spécial dédié à la transition et construit autour des questions d'actualité comme les défis et priorités du gouvernement de transition, l'implication des organisations régionales et internationales dans la gestion de la transition, la crise comme opportunité de réconciliation entre les différents segments de la société malienne, etc.

I. 2. Objectifs de l'enquête

L'objectif principal de cette édition spéciale est de recueillir les opinions des Maliennes et des Maliens sur l'actualité de manière à les verser dans le débat national sur la « refondation du Mali ».

Points saillants de l'enquête :

L'enquête portera sur les points suivants de l'actualité :

- Situation générale du pays en termes de défis (3 défis majeurs à citer)
- Appréciation du renversement du Président IBK
- Organisation et gestion de la transition, y compris la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation
- Priorités pour les acteurs sociopolitiques en charge de la transition (à citer) Rôles spécifiques (grand rôle, petit rôle, aucun rôle) des partenaires du Mali (Union européenne, MINUSMA, CEDEAO) dans la gestion de la transition
- Transition politique comme opportunité de réconciliation
 - ✓ Armée avec elle-même
 - ✓ Armée avec les groupes armés
 - ✓ Partis politiques avec citoyens
 - ✓ Syndicats avec le Gouvernement
 - ✓ Communautés entre elles au Centre et au Nord
 - ✓ Leaders religieux entre eux
 - ✓ Justice et populations

Perception des défis, priorités et réformes au Mali

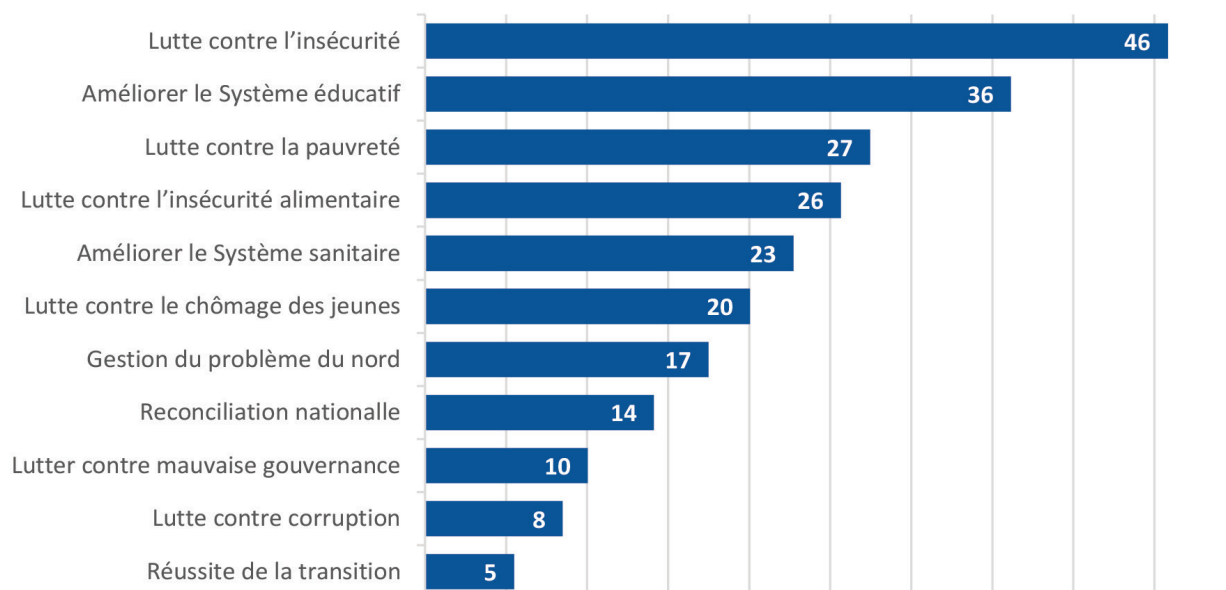
Comme dans les éditions précédentes de Mali-Mètre, il a été question de savoir les défis actuels à relever au Mali et les priorités auxquelles devrait s'attaquer le gouvernement dans ses actions.

II.1. Défis au Mali

Sur la question des défis au Mali (figure 1), la réponse la plus fréquente au Mali reste la gestion de la sécurité. En effet, une proportion de **45,8%** des Malien(ne)s a cité la lutte contre l'insécurité parmi les défis majeurs auxquels le Mali doit faire face.

Après le problème d'insécurité, plus d'un citoyen sur trois (**36,1%**) voit l'amélioration du système éducatif comme second défi majeur et la lutte contre la pauvreté (**27,5%**) suivie de la lutte contre l'insécurité alimentaire (**25,7%**) comme respectivement troisièmes et quatrièmes plus grands défis.

Comme défis majeurs, on retrouve aussi, l'amélioration du système sanitaire (**22,7%**), la lutte contre le chômage des jeunes (**20,1%**), la gestion du problème du nord (**17,5%**) et la réconciliation nationale (**14,1%**).

Figure 1 : Défis au Mali¹

Q101 : Pensez au Mali entier, selon vous, quels sont les trois défis actuels que le Mali doit relever ?

Indiquer toutes les réponses avec $\geq 5\%$, réponses complètes en annexe, N = 5053

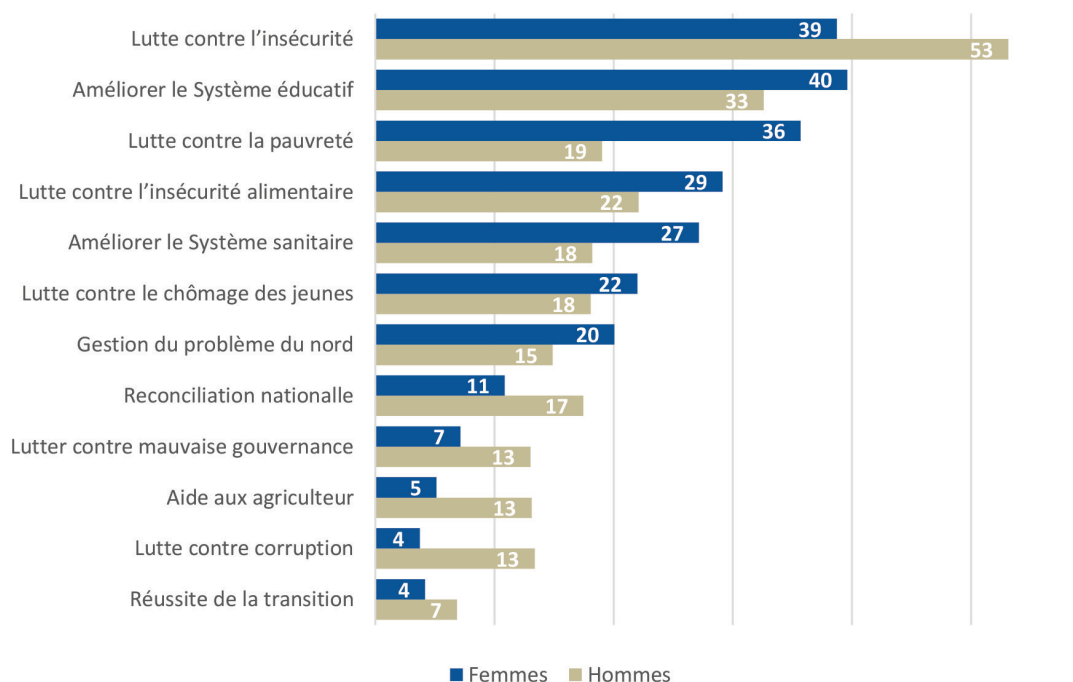
L'analyse du graphique suivant montre que plus de la moitié des hommes (**53,1%**) voit la lutte contre l'insécurité comme étant le défi majeur au Mali. Cette statistique est de **38,7%** chez les femmes. Pour ces dernières, le défi majeur est l'amélioration du système éducatif (**39,6%**), une opinion partagée par **32,6%** des hommes.

Pour les hommes, le troisième défi le plus cité est la lutte contre l'insécurité alimentaire (**22,1%**). Même si cette modalité (lutte contre l'insécurité alimentaire) est plus fréquente chez les femmes (**29,1%**), elles ont préféré la lutte contre la pauvreté comme troisième (**35,7%**).

En résumé dans l'ordre de fréquence, les trois premiers défis selon les hommes sont la lutte contre l'insécurité, l'amélioration du système éducatif et la lutte contre l'insécurité alimentaire. Pour les femmes, ces trois défis sont l'amélioration du système éducatif, la lutte contre l'insécurité et lutte contre la pauvreté.

On note qu'une bonne proportion des femmes (**27,2%**) voit l'amélioration du système sanitaire comme défi majeur au Mali contre **18,2%** des hommes. Quant à la lutte contre le chômage, ce sont respectivement **18,1%** des hommes contre **22%** des femmes à la mentionner parmi les défis majeurs au Mali (*figure 2*).

¹ Cette liste est limitée aux défis qui ont eu plus de 5% de la population, pour la liste exhaustive des défis se référer à l'annexe tableau A1.

Figure 2 : Défis au Mali selon le genre

Q101 : Pensez au Mali entier, selon vous, quels sont les trois défis actuels que le Mali doit relever ?

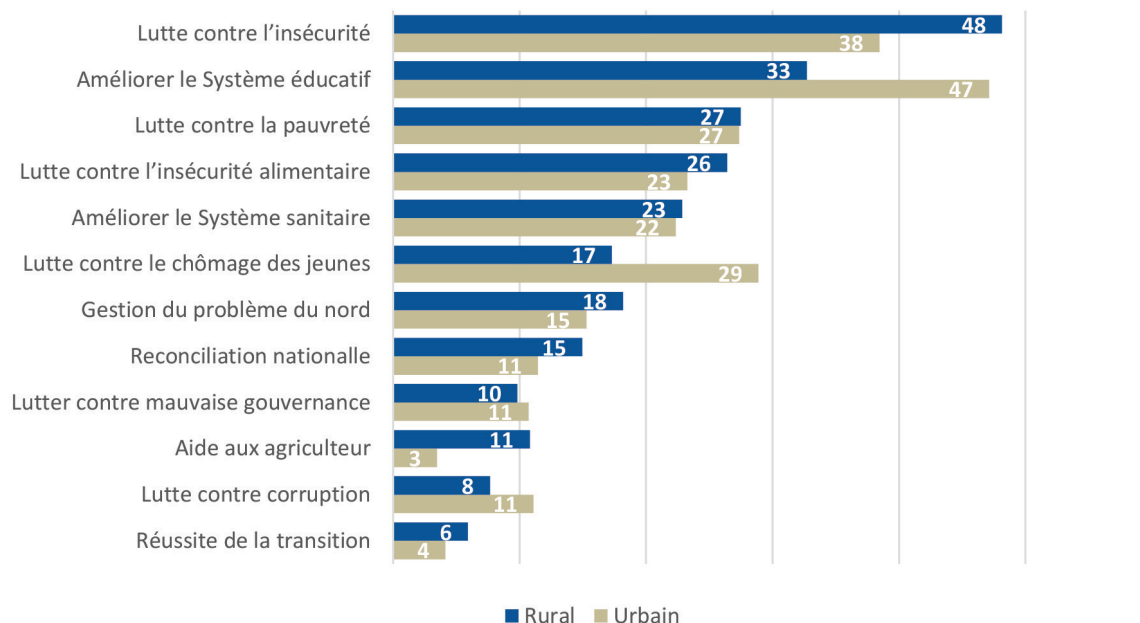
Indiquer toutes les réponses avec $\geq 5\%$, N = 5053

Les résultats de l'enquête montrent quelques différences d'opinion sur les défis majeurs selon le niveau d'instruction. Pour les citoyen(ne)s ayant le niveau supérieur, les trois premiers défis sont l'amélioration du système éducatif (**56,6%**), la lutte contre l'insécurité (**52,6%**) et l'amélioration du système sanitaire (**24,7%**).

Aussi, les personnes ayant le niveau secondaire ont-elles cité l'amélioration du système éducatif (**51,8%**), la lutte contre l'insécurité (**45,2%**) et, en troisième position, la lutte contre le chômage des jeunes (**31,4%**).

Quant aux personnes n'ayant aucun niveau, elles ont mentionné comme défis majeurs, la lutte contre l'insécurité (**46%**), la lutte contre la pauvreté (**32%**) et la lutte contre l'insécurité alimentaire (**28,2%**).

On note par ailleurs que pour plus de **15%** des personnes ayant le niveau supérieur, la lutte contre la mauvaise gouvernance (**15,6%**) et la lutte contre la corruption (**15,7%**) constituent des défis majeurs au Mali.

Figure 3 : Défis au Mali selon milieu de résidence

Q101 : Pensez au Mali entier, selon vous, quels sont les trois défis actuels que le Mali doit relever ?

Indiquer toutes les réponses avec $\geq 5\%$, N = 5053

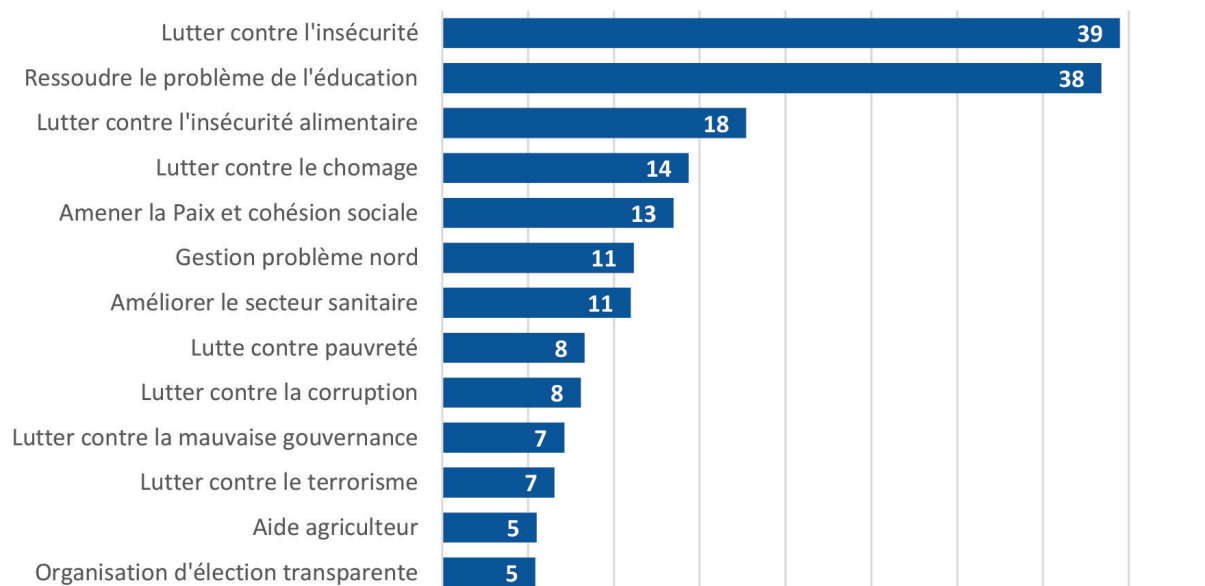
Suivant les zones de résidence, la lutte contre l'insécurité constitue un défi plus important en milieu rural (**48,1%**) qu'urbain (**38,5%**). L'aide aux agriculteurs y est aussi un défi plus grand (**10,8%**) qu'en ville (**3,5%**). Par ailleurs, certains défis paraissent plus urbains que ruraux. Il s'agit principalement de la lutte contre le chômage des jeunes (**28,9%** contre **17,3%**) et de l'amélioration du système éducatif (**47,1%** contre **32,7%**).

Sur cette question des défis, les tendances ont été, dans l'ensemble, les mêmes par groupe d'âge. Toutefois, la lutte contre le chômage des jeunes est plus citée par les jeunes de 18-39 ans que par les autres groupes d'âge. En effet, **25%** des jeunes de 18-29 ans et **21,4%** de ceux de 30-39 ans ont cité la lutte contre le chômage des jeunes comme étant un défi majeur au Mali pour environ **13%** des 40 ans et plus qui l'ont cité.

II. 2. Priorités pour le nouveau gouvernement

Les actions immédiates à mettre en œuvre par le gouvernement pour « redresser » le Mali s'alignent sur les défis identifiés par la population. Pour deux Malien(ne)s sur cinq (**39,4%**), la priorité au Mali est **la lutte contre l'insécurité**. En plus, la résolution du problème d'éducation reste une préoccupation majeure au Mali pour **38,4%** des enquêté(e)s qui y voient une priorité pour le nouveau gouvernement.

Sont mentionnées aussi comme actions prioritaires pour le nouveau gouvernement, la lutte contre l'insécurité alimentaire (**17,7%**), la lutte contre le chômage (**14,4%**) et ramener la paix et la cohésion sociale (**13,5%**) (figure 4).

Figure 4 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser²

Q108 : Selon vous, quelle(s) action(s) immédiate(s) le gouvernement de la transition (ou gouvernement provisoire) devrait prioriser dans sa gestion ?

Indiquer toutes les réponses avec $\geq 5\%$, réponses complètes en annexe, N = 5053

La comparaison des priorités par région montre que la lutte contre l'insécurité est surtout citée comme action immédiate à entreprendre dans les régions de Mopti (**68,7%**) et de Ségou (**43,3%**), mais aussi dans les régions dites du nord, notamment Gao (**50,8%**) et Tombouctou (**39,2%**).

En outre, plus de la moitié des habitants de Koulikoro (**51,1%**), Kidal (**51,8%**) et Bamako (**50,8%**) font de la résolution du problème d'éducation la première priorité pour le nouveau gouvernement (*tableau 1*).

² Cette liste est limitée aux défis qui ont eu plus de 5% de la population, pour la liste exhaustive des défis se référer à l'annexe *tableau A2*.

Tableau 1 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser par région³

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
Organisation d'élection transparente	6,19	3,52	2,88	16,20	6,19	5,21	7,02	5,51	2,52
Lutter contre l'insécurité alimentaire	22,08	3,12	14,39	38,64	23,80	20,80	16,47	12,76	15,63
Lutter contre le chômage	21,59	1,39	6,62	47,87	21,93	7,90	15,52	13,82	10,01
Résoudre le problème de l'éducation	50,86	7,72	32,30	51,80	51,09	24,93	34,78	44,71	22,19
Lutter contre la mauvaise gouvernance	6,21	2,13	6,25	18,52	9,28	5,25	4,50	11,03	5,92
Lutter contre la corruption	12,67	0,93	10,11	16,20	11,67	3,36	5,15	7,49	5,89
Lutter contre l'insécurité	30,93	50,85	32,07	25,30	31,00	68,66	43,07	33,16	39,23
Lutter contre le terrorisme	2,23	3,43	16,55	16,46	3,53	11,90	2,94	5,25	5,16
Amener la Paix et cohésion sociale	6,33	8,23	10,95	7,17	7,18	28,70	7,36	10,89	55,81
Lutte contre pauvreté	7,25	0,72	10,31	0,36	5,99	5,33	13,08	8,62	11,36
Aide agriculteur	0,78	0,47	3,14	0,73	7,87	1,92	3,60	15,25	1,18
Améliorer le secteur sanitaire	13,01	1,87	8,84	2,22	14,86	6,18	12,21	12,70	8,15
Gestion problème nord	15,82	0,25	10,56	1,68	17,58	3,29	12,58	11,23	3,06

Q108 : Selon vous, quelle(s) action(s) immédiate(s) le gouvernement de la transition (ou gouvernement provisoire) devrait prioriser dans sa gestion ?
Indiquer toutes les réponses avec >=5% totale, réponses complètes en annexe, N = 5053

La répartition de cette question selon le genre montre que la lutte contre l'insécurité est plus citée par les hommes (**45,7%**) que les femmes (**33,5%**) comme étant la priorité pour le nouveau gouvernement. Par contre, plus de femmes (**42,8%**) ont mentionné la résolution du problème de l'éducation que les hommes (**33,9%**).

De façon générale, on trouve que les tendances sont les mêmes par catégories d'âge quant aux priorités. Toutefois, on observe une légère augmentation de la modalité « lutte contre l'insécurité » avec l'âge. De même, « la résolution du problème de l'éducation » est relativement plus une préoccupation des jeunes de 18-29 que des autres catégories d'âge.

Par niveau d'instruction, les résultats montrent que les personnes ayant le niveau supérieur ont choisi, comme priorités pour le nouveau gouvernement après la lutte contre l'insécurité et la résolution de problème d'éducation, la lutte contre le chômage (**13,7%**) et la lutte contre la corruption (**13,7%**). Une proportion de **12,5%** de cette catégorie des personnes a aussi mentionné l'organisation d'élections transparentes comme étant une priorité au Mali.

³ Cette liste est limitée aux défis qui ont eu plus de 5% de la population, pour la liste exhaustive des défis se référer à l'annexe *tableau A2*.

Pour les citoyen(ne)s qui n'ont aucun niveau d'instruction les deux premières priorités restent toujours la lutte contre l'insécurité et la résolution de problème de l'éducation. Aux troisième et quatrième priorité on retrouve la lutte contre l'insécurité alimentaire (19,1%) et ramener la paix et la cohésion sociale (17,8%).

On note par ailleurs que plus de la moitié (51,5%) des personnes ayant le niveau secondaire ont mentionné la résolution du problème de l'éducation comme étant la priorité au Mali.

Les priorités s'alignent totalement sur les défis pour ce qui concerne les zones rurales et urbaines.

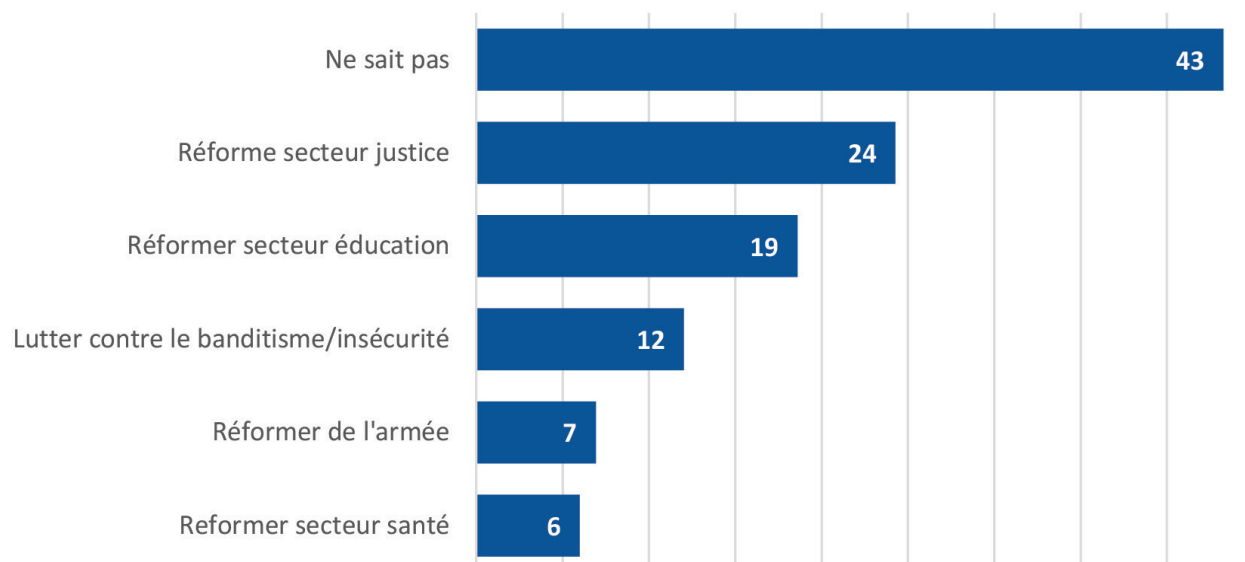
II. 3. Réformes à entreprendre pour l'avenir du Mali

Il a été question de sonder les Malien(ne)s sur les réformes à mener pour l'avenir du Mali. Un quart des enquêté(e)s (24,3%) pense qu'il faut mener des réformes dans le secteur de la justice. Près d'une personne sur cinq interrogée (18,6%) recommande des réformes dans le secteur de l'éducation pour répondre à leurs préoccupations dans ce secteur (figure 5).

Sont aussi mentionnées comme réformes à mener pour relever le Mali, la lutte contre le banditisme (12%), la refondation de l'armée (6,9%) et le développement du secteur de la santé (6%).

Par ailleurs, une bonne proportion (43,3%) des Malien(ne)s n'a pas pu formuler de propositions pour cette question.

Figure 5 : Réformes à entreprendre pour l'avenir du Mali⁴



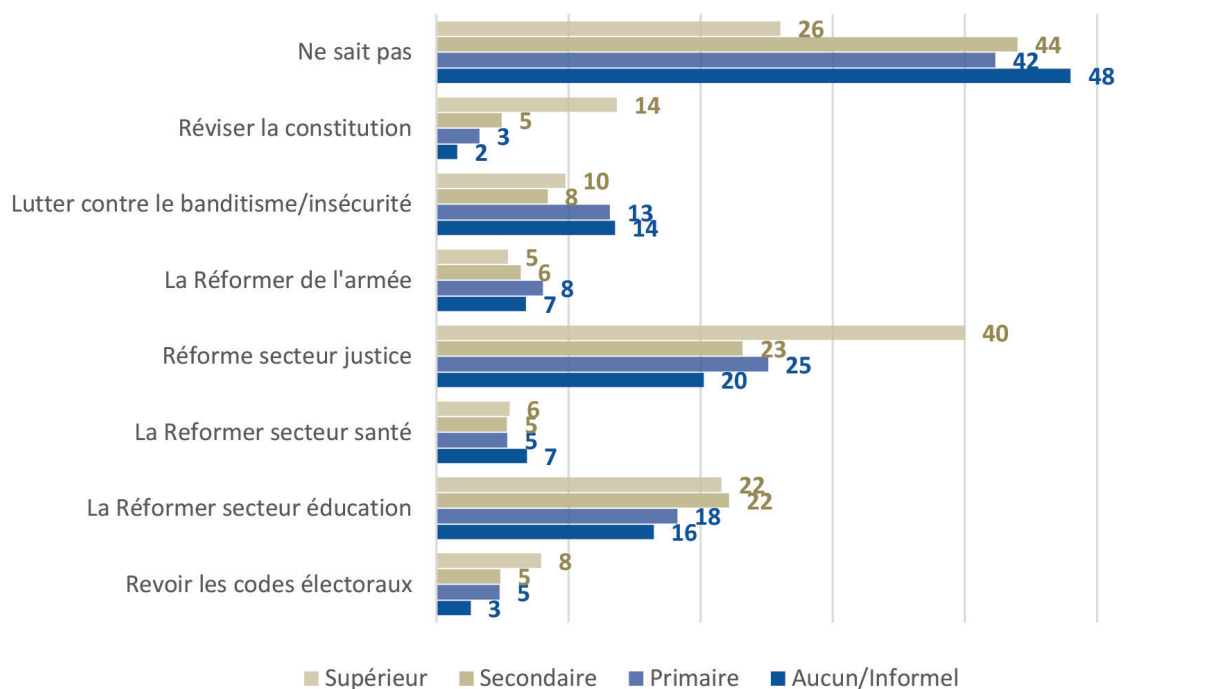
Q121 : [Réformes importantes au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quelles sont les réformes les plus importantes qu'il faut entreprendre pour l'avenir du Mali ?

Indiquer toutes les réponses avec >=5%, réponses complètes en annexe, N = 5053

⁴ Cette liste est limitée aux défis qui ont eu plus de 5% de la population, pour la liste exhaustive des défis se référer à l'annexe *tableau A3*.

L'analyse par genre de cette question montre que, les hommes (31,2%) ont surtout mentionné la réforme du secteur de la justice pour 17,5% des femmes.

Figure 6 : Réformes à entreprendre pour l'avenir du Mali selon niveau d'instruction⁵



Q121 : [Réformes importantes au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quelles sont les réformes les plus importantes qu'il faut entreprendre pour l'avenir du Mali ?

Indiquer toutes les réponses avec >=5%, réponses complètes en annexe, N = 5053

Aucune différence significative n'a été constatée dans les autres catégories.

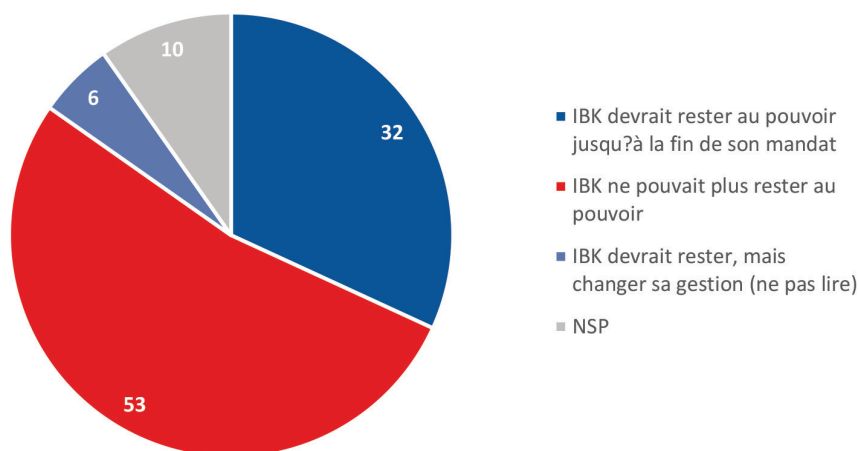
⁵ Cette liste est limitée aux défis qui ont eu plus de 5% de la population, pour la liste exhaustive des défis se référer à l'annexe *tableau A4*.

Opinions des Malien(ne)s sur la démission du président IBK

Sur la question de la démission du président de la république, presque une personne sur trois (**31,8%**) pense que le Président IBK devrait rester jusqu'à la fin de son mandat. Une proportion de **5,5%** est du même avis mais demande qu'il change sa gestion du pouvoir. Donc, en tout, **37,4%** des Malien(ne)s qui pensent que le Président IBK devrait rester jusqu'à la fin de son mandat.

Par ailleurs, plus de la moitié (**52,9%**) des citoyen(ne)s affirme que le Président IBK ne pouvait plus rester au pouvoir. Près d'un Malien sur dix (**9,7%**) n'ont pas d'avis tranché sur cette question (*figure 7*).

Figure 7 : Perception de la démission du président IBK



Q102 : En considérant la démission de IBK, on a aujourd'hui deux opinions au sein de la population : certains disent qu'IBK devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, et, pour d'autres, IBK ne pouvait plus rester au pouvoir. Quelle est l'opinion la plus proche de la vôtre ?

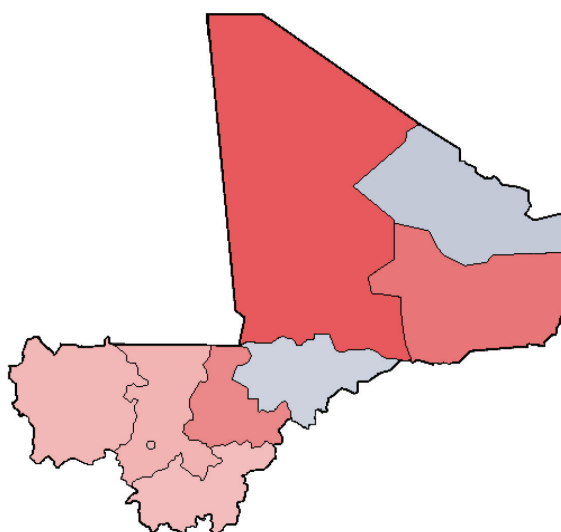
toutes les réponses, N = 5053

L'analyse par région (carte 1 et tableau 2) montre que ce sont les régions où sévit plus l'insécurité actuellement, qui sont plus pour le départ du Président IBK. En effet, plus de 60% des habitants des régions de Tombouctou (69,9%), Gao (66,1%) et Mopti (62,5%) y sont favorables.

Dans les autres régions, plus de la moitié de la population de Bamako (51,3%), Koulikoro (52,5%) et Kayes (51,3%) sont du même avis.

Dans les régions de Kidal et de Ségou, une majorité de répondants est favorable au maintien du Président au pouvoir (fusion des réponses «reste en fonction» et «reste en fonction avec moins de pouvoir»).

Carte 1 : Perception de la démission du président IBK



Q102 : En considérant la démission de IBK, on a aujourd'hui deux opinions au sein de la population : certains disent qu'IBK devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, et, pour d'autres, IBK ne pouvait plus rester au pouvoir. Quelle est l'opinion la plus proche de la vôtre ?

Visualisation de la réponse la plus fréquente

Tableau 2 : Perception de la démission du président IBK par région

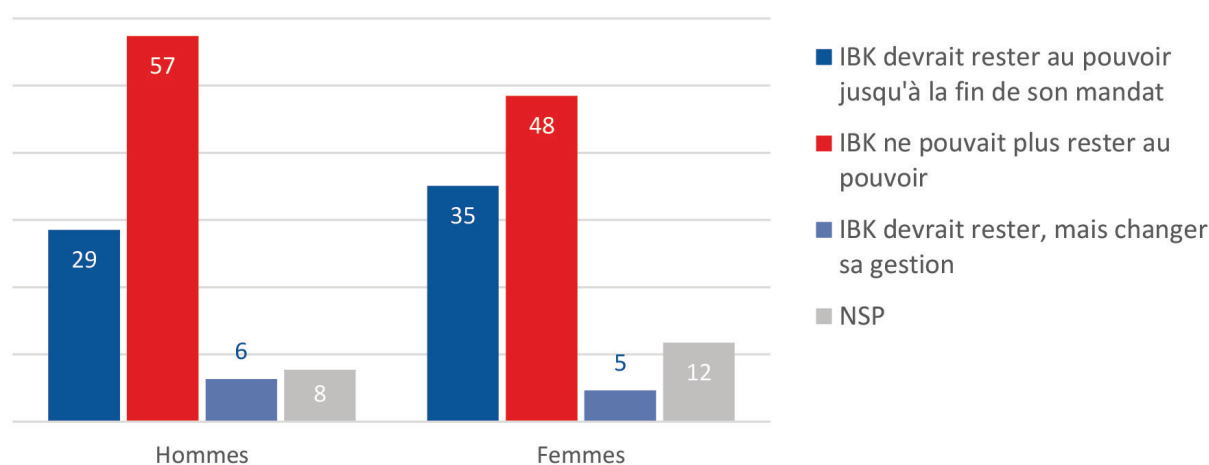
	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
IBK devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat	33,53	28,51	31,68	35,39	30,19	23,96	41,68	32,86	20,24
IBK ne pouvait plus rester au pouvoir	51,53	66,08	51,31	45,71	52,53	62,50	43,55	49,72	69,95
IBK devrait rester, mais changer sa gestion	6,20	0,47	3,38	12,21	8,88	6,34	2,92	7,30	0,22
NSP	8,74	4,94	13,63	6,70	8,41	7,19	11,86	10,12	9,59

Q102 : En considérant la démission de IBK, on a aujourd'hui deux opinions au sein de la population : certains disent qu'IBK devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, et, pour d'autres, IBK ne pouvait plus rester au pouvoir. Quelle est l'opinion la plus proche de la vôtre ?

L'analyse de la **figure 8** montre que les hommes (**57,4%**) soutiennent plus le départ du Président IBK que les femmes (**48,5%**). Parmi les femmes, **35,1%** pensent que le Président IBK devrait rester jusqu'à la fin de son mandat et **4,5%** veulent qu'il reste tout en changeant sa gestion. Quant aux hommes, **28,5%** pensent que le Président IBK doit rester jusqu'à la fin de son mandat, et **6,4%** sont du même avis, mais ils demandent qu'il change sa gestion du pouvoir.

On note par ailleurs que la proportion des personnes qui n'ont pas d'avis tranché sur la question est relativement plus élevée chez les femmes (**11,8%**) que chez les hommes (**7,2%**).

Figure 8 : Perception de la démission du président IBK selon le genre



Q102 : En considérant la démission de IBK, on a aujourd'hui deux opinions au sein de la population : certains disent qu'IBK devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, et, pour d'autres, IBK ne pouvait plus rester au pouvoir. Quelle est l'opinion la plus proche de la vôtre ?

toutes les réponses, N = 5053

Plus de la moitié dans toutes les tranches d'âge s'est prononcée en faveur du départ du Président IBK.

Quant à la répartition selon le niveau d'instruction, on a observé des tendances relativement différentes.

Si l'on observe la même tendance chez les personnes n'ayant aucun niveau et celles ayant le niveau primaire, respectivement **53,7%** et **52,9%** qui sont d'avis que le Président IBK ne pouvait plus rester au pouvoir, il n'en est pas de même pour les personnes ayant un niveau secondaire et celles du supérieur. Parmi ces dernières, **57,1%** affirment que les Président IBK ne pouvait plus rester pour **48,9%** des personnes du niveau secondaire.

La différence n'est pas importante suivant les zones de résidence.

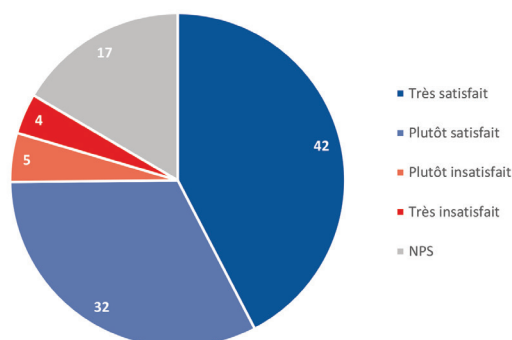
Appréciation des membres de la transition

Au regard de la divergence d'opinions autour de la désignation des membres de la transition au sein des acteurs sociopolitiques, la population a été interrogée sur sa satisfaction du choix des membres de la transition.

IV.1. Satisfaction du choix du président de la transition

En ce qui concerne le choix du Président de la transition, trois quart (**74,8%**) des Malien(ne)s sont satisfait(e)s du processus qui a abouti à son choix. Par ailleurs, **8,7%** des citoyen(ne)s ne sont pas satisfait(e)s des modalités du choix du Président de la transition. Une proportion (**16,5%**) n'avait pas d'opinion sur cette question (*figure 9*).

Figure 9 : Niveau de satisfaction du choix du président de la transition



Q103 : Concernant la désignation du Président de la Transition, êtes-vous Très satisfait, Plutôt satisfait, Plutôt insatisfait ou Très insatisfait du processus de choix du Président de la transition?

toutes les réponses, N = 5053

L'analyse par région montre que, la région de Kidal (**31,6%**) et, dans une moindre mesure, Bamako (**10,3%**) enregistrent les plus forts taux d'insatisfaits du choix du Président de la transition. On note qu'à Mopti, **85,6%** des habitants sont satisfaits du choix du Président de la transition, avec plus de la moitié (**55%**) qui en sont très satisfaits.

Dans les deux grandes régions dites du nord Tombouctou (**28,8%**) et Gao (**26,7%**), plus d'un quart de la population n'a pas d'avis sur la question (*tableau 3*).

Il n'y a pas de différence entre les milieux rural et urbain.

Tableau 3 : Niveau de satisfaction du choix du président de la transition

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
Très satisfait	42,54	32,31	42,11	16,84	47,04	54,97	42,27	40,04	12,33
Plutôt satisfait	35,05	36,60	28,50	44,32	31,93	30,59	28,55	31,83	53,20
Plutôt insatisfait	5,13	1,99	2,64	20,33	5,13	5,50	4,14	5,41	5,58
Très insatisfait	5,21	2,42	6,32	11,23	4,35	3,44	3,58	2,52	0,09
NPS	12,07	26,67	20,43	7,28	11,56	5,49	21,46	20,21	28,80

Q103 : Concernant la désignation du Président de la Transition, êtes-vous Très satisfait, Plutôt satisfait, Plutôt insatisfait ou Très insatisfait du processus de choix du Président de la transition ?

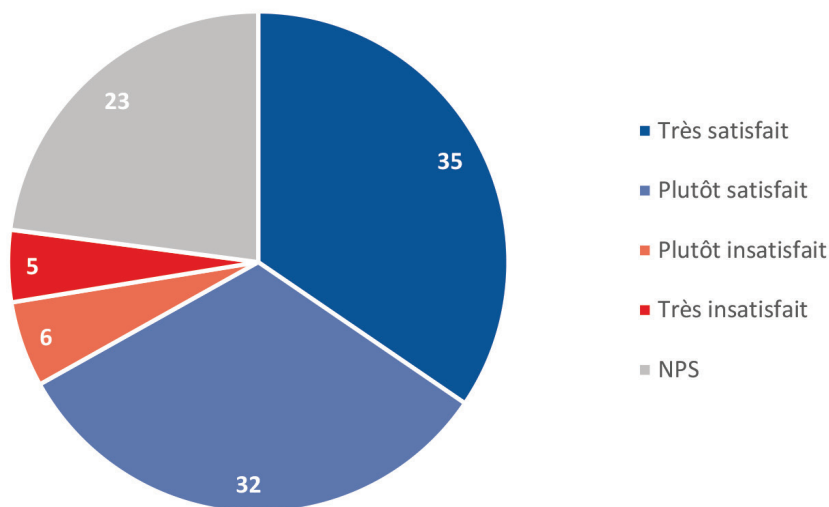
toutes les réponses, N = 5053

IV. 2. Satisfaction du choix du gouvernement de la transition

L'analyse de *la figure 10* montre que les Malien(ne)s sont satisfait(e)s, dans leur majorité, de la composition du nouveau gouvernement de transition. Près de deux tiers (**67%**) de la population sont satisfaits de la composition du gouvernement avec plus d'un tiers (**34,5%**) qui en est très satisfait.

Par ailleurs, **22,9%** des citoyen(ne)s affirment ne pas savoir s'ils sont satisfaits ou pas de la composition du gouvernement de transition.

Figure 10 : Niveau de satisfaction de la composition du gouvernement de la transition



Q104 : De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait de la composition du gouvernement de transition ?

toutes les réponses, N = 5053

L'analyse par région (**tableau 4**) montre que dans toutes les régions, à l'exception de Kidal, la population est satisfaite de la composition du gouvernement de transition. Dans la région de Kidal, la moitié (**50,1%**) des habitants n'est pas satisfaite de la composition du gouvernement de transition. Ce taux est de **15%** à Mopti et de **11%** à Bamako et Koulikoro.

Une bonne proportion de la population de Gao (**32,4%**), Sikasso (**29,8%**), Tombouctou (**29,5%**), Ségou (**29,2%**) et Kayes (**24,6%**) n'a pas d'opinion tranchée sur cette question.

Tableau 4 : Niveau de satisfaction de la composition du gouvernement de la transition par région

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
Très satisfait	33,32	8,63	40,19	4,91	37,89	47,60	31,27	33,68	12,08
Plutôt satisfait	35,94	52,78	26,40	40,98	36,00	23,66	31,13	28,23	53,17
Plutôt insatisfait	6,74	4,41	3,39	31,53	6,49	6,52	4,92	4,58	5,20
Très insatisfait	4,53	1,77	5,39	18,59	4,52	8,67	3,44	3,75	0,09
NPS	19,47	32,42	24,63	3,99	15,11	13,54	29,24	29,75	29,46

Q104 : De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait de la composition du gouvernement de transition ?

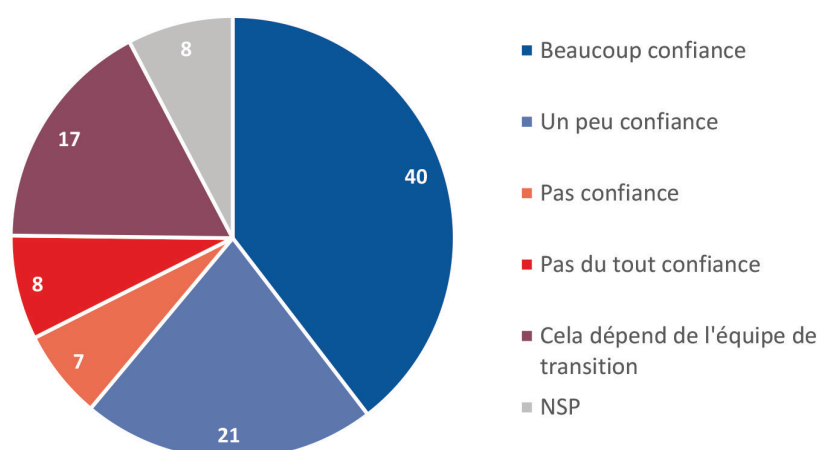
toutes les réponses, N = 5053

Les données collectées ne montrent pas de différence significative par sexe, ni par âge ni par niveau d'étude ni par zone de résidence. On note quand même que les personnes ayant le niveau supérieur se sont plus exprimées que les autres et sont relativement plus satisfaites (72,2%) de la composition du Gouvernement de transition.

IV.3 Confiance en la conduite de la transition vers un système démocratique

Les résultats (figure 11) montrent que la majorité de la population est optimiste quant à la conduite de la transition vers un système démocratique et de bonne gouvernance. En effet, plus de trois Malien(ne)s sur cinq (61,1%) ont confiance que cette transition mènera vers un système démocratique et de bonne gouvernance. Cependant, 14,1% affirment le contraire et 17,10% pense que cela dépendra de l'équipe de transition.

Figure 11 : Niveau de confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance



Q107 : A quel point avez-vous confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance ? Avez-vous beaucoup confiance, un peu confiance, pas confiance, ou pas du tout confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance ?

toutes les réponses, N = 5053

En regardant cette question par région (tableau 5), il ressort que plus de la moitié des habitants de toutes les régions est confiante que la transition actuelle mènera vers un système démocratique et de bonne gouvernance, à l'exception de deux grandes régions du nord Gao (36,3%) et Tombouctou (35,6%). Dans ces deux régions, une bonne partie de la population pense que le succès de la transition dépend de l'équipe du gouvernement en place.

Tableau 5 : Niveau de confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance par région

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikas- so	Tomb.
Beaucoup confiance	44,70	11,07	36,04	4,38	51,53	43,05	39,55	37,98	15,97
Un peu confiance	22,74	25,25	19,13	49,80	16,53	25,17	21,11	23,20	19,62
Pas confiance	7,07	5,27	6,51	17,31	5,19	10,85	7,52	4,48	1,47
Pas du tout confiance	7,35	5,46	7,88	15,23	8,55	12,21	6,50	6,15	1,53
Cela dépend de l'équipe de transition	10,85	51,23	19,39	13,28	13,51	5,12	16,95	17,96	46,14
NSP	7,28	1,72	11,05		4,68	3,61	8,36	10,23	15,27

Q107 : A quel point avez-vous confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance ? Avez-vous beaucoup confiance, un peu confiance, pas confiance, ou pas du tout confiance que la transition va mener le pays vers un système démocratique et de bonne gouvernance ?

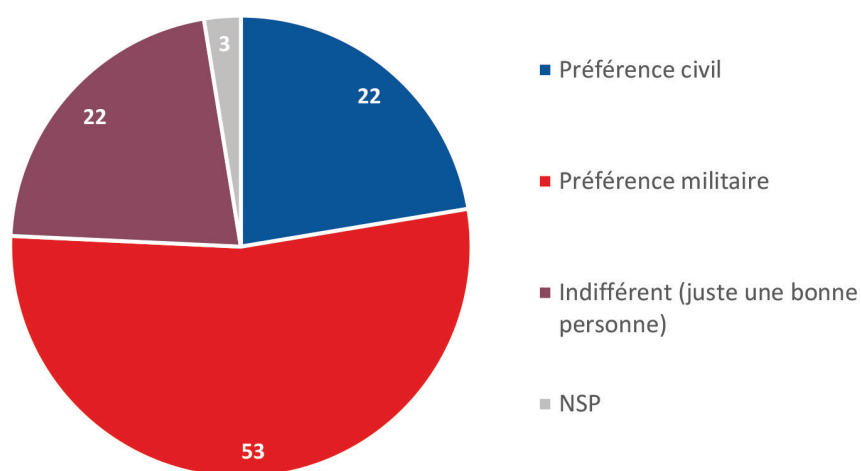
toutes les réponses, N = 5053

Perceptions du profil des membres de la transition

V. 1 Préférence d'une personnalité civile ou militaire

A la question de savoir s'il fallait choisir une personnalité civile ou militaire à la tête de la transition, plus de la moitié (**53,4%**) des Malien(ne)s choisirait un militaire pour conduire la transition ; **22,4%** de la population opterait pour une transition civile et **21,7%** seraient indifférents au profil de la personne qui dirigera la transition (*figure 12*).

Figure 12 : Perception d'une personnalité civile ou militaire pour conduire la transition



Q105 : Au sein de la société, les avis sont partagés en ce qui concerne le choix d'un civil ou d'un militaire comme président de la Transition. Quelle est votre préférence ?

toutes les réponses, N = 5053

Sur le choix d'un profil militaire à la tête de la transition, la tendance reste quasiment stable dans les régions de Koulikoro (59,5%), Mopti (55,6%), Ségou (55,4%), Gao (52,4%), Bamako (52,2%) et Sikasso (52,1%).

Dans les régions de Bamako (24,7%), Tombouctou (25,7%) et Kayes (25,4%), environ un quart de la population souhaite une transition civile.

A Kidal, plus de la moitié de la population (56,5%) est indifférente au profil de la personnalité qui doit conduire la transition (tableau 6).

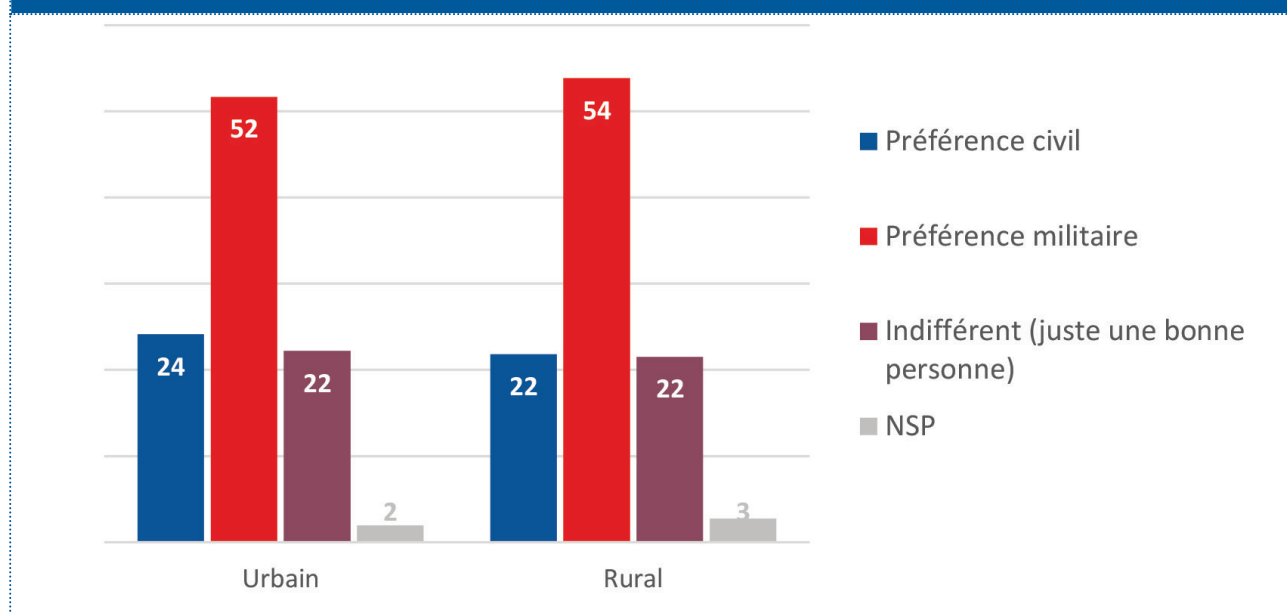
Tableau 6 : Perception d'une personnalité civile ou militaire pour conduire la transition par région

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
Préférence civil	24,72	22,17	25,41	13,32	21,50	20,16	23,05	19,64	25,68
Préférence militaire	52,22	52,39	47,63	24,66	59,56	55,88	55,36	52,14	46,50
Indifférent (juste une bonne personne)	21,79	25,43	21,76	56,53	17,22	23,20	17,82	25,29	24,65
NSP	1,27		5,20	5,48	1,72	0,77	3,77	2,93	3,18

Q105 : Au sein de la société, les avis sont partagés en ce qui concerne le choix d'un civil ou d'un militaire comme président de la Transition. Quelle est votre préférence ?

toutes les réponses, N = 5053

Figure 13 : Perception d'une personnalité civile ou militaire pour conduire la transition par milieu de résidence



Q105 : Au sein de la société, les avis sont partagés en ce qui concerne le choix d'un civil ou d'un militaire comme président de la Transition. Quelle est votre préférence ?

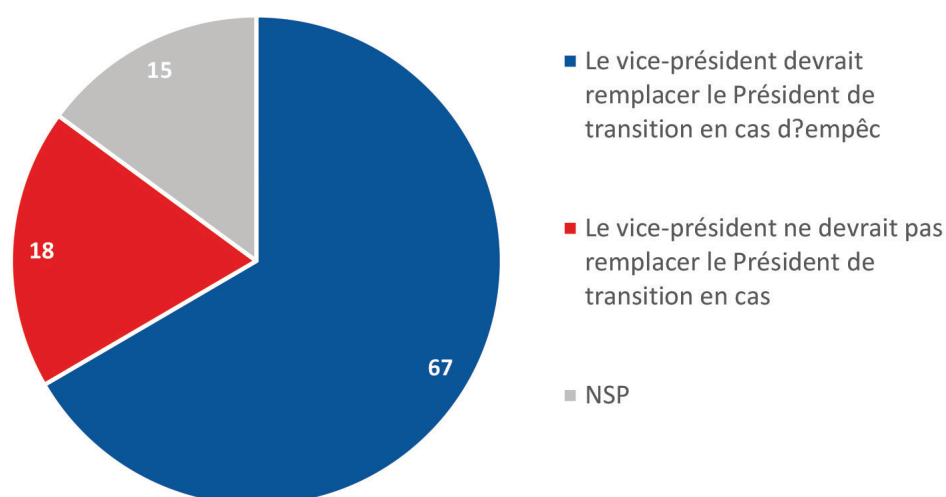
toutes les réponses, N = 5053

Les hommes (57,7%) ont plus opté pour une transition militaire que les femmes (49,2%). Comme le montre la figure 13, il n'y a pas de différences significatives entre les réponses des répondants dans les zones rurales ou urbaines. Il en va de même pour la distinction entre les sexes, le niveau d'éducation et l'âge.

V.2 Perception du rôle du vice-président de la transition

En sondant la population sur le rôle du vice-président de la transition, on trouve que deux tiers (66,6%) sont d'avis que le vice-Président devrait pouvoir remplacer le Président de la transition en cas d'empêchement. Cependant, 18,5% de la population pensent que le vice-Président ne devrait pas pouvoir le faire (figure 14).

Figure 14 : Perception sur la prérogative du vice-Président de la transition de remplacer le Président en cas d'empêchement



Q106 : En considérant le rôle du vice-président, on a aujourd'hui deux opinions au sein de la population : certains disent que le Vice-président devrait remplacer le Président en cas d'empêchement temporaire ou définitif alors que d'autres disent qu'il ne devrait pas occuper le poste du Président même en cas d'empêchement temporaire ? Quelle est votre opinion ?

toutes les réponses, N = 5053

Dans toutes les régions, plus de la moitié des habitants pense que le vice-Président devrait pouvoir remplacer le Président de la transition en cas d'empêchement. Cependant, dans les régions de Tombouctou (51,2%) et Gao (53,8%) plus de la moitié de la population est d'avis contraire.

L'analyse par niveau d'instruction montre que près d'une personne sur trois (29,9%) ayant le niveau supérieur pense que le vice-Président ne devrait pas remplacer le Président de la transition. Cette statistique est de 18,5% pour les personnes du niveau secondaire, 17,7% pour celles du niveau primaire et 16,2% pour celles n'ayant aucun niveau.

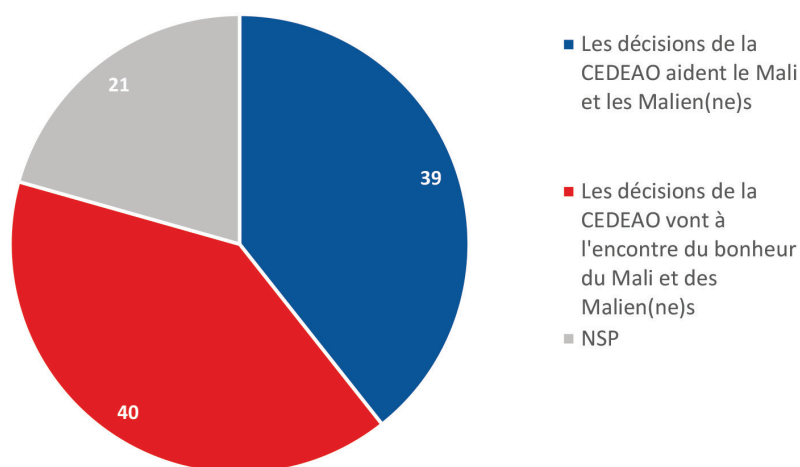
La différence n'est pas significative suivant les zones de résidence.

Appréciation de l'implication des organisations régionales et internationales dans la gestion de la transition

Lors des négociations et concertations nationales sur la définition des modalités de gestion de la transition, des partenaires du Mali dont la CEDEAO se sont mobilisés pour aider le Mali. Il est question dans cette partie d'apprécier leur rôle dans la gestion de la transition.

VI. 1 Rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition

Pour plus de la moitié des Malien(ne)s (**53,7%**), la CEDEAO a joué un rôle dans la gestion de la transition (grand rôle **32,4%**, petit rôle **21,1%**). Cependant, **27,1%** de la population pensent que la CEDEAO n'y a joué aucun rôle. En outre, **19,2%** affirment ne pas savoir si la CEDEAO y avait joué ou pas un rôle (*figure 15*).

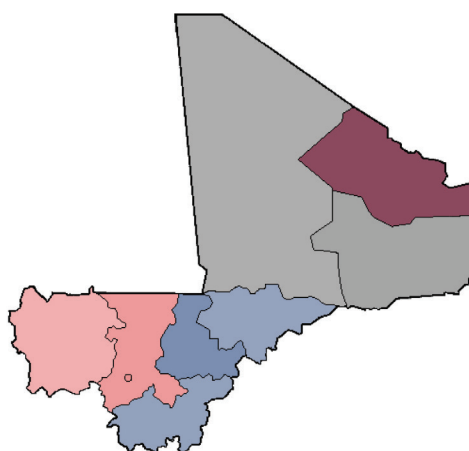
Figure 15 : Appréciation du rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition

Q110A : [Rôle CEDEAO] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

tous les réponses, N = 5053

Par région (*carte 2*), plus de la moitié de la population de toutes les régions pense que la CEDEAO a joué un rôle dans la gestion de la transition, excepté les régions de Kayes (**45,7%**), Gao (**47,6%**) et Tombouctou (**38,4%**). A Kidal, **84,2%** de la population sont d'avis que la CEDEAO a joué un rôle dans la gestion de la transition.

Notons qu'à Gao (**41%**), Tombouctou (**37,7%**), Kayes (**24%**) et Sikasso (**24%**), une bonne proportion de la population ne sait pas si la CEDEAO avait joué ou pas un rôle dans la transition au Mali.

Carte 2 : Appréciation du rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition

Q110 A : [Rôle CEDEAO] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

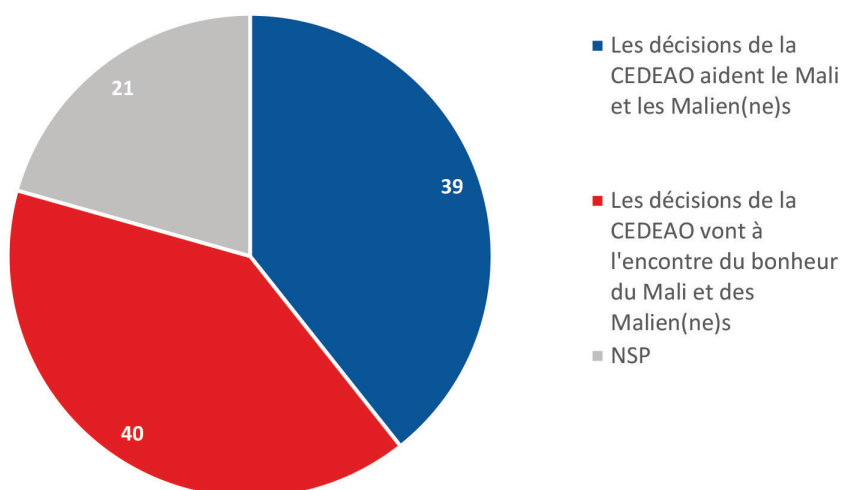
Visualisation de la réponse la plus fréquente

Les femmes (**26,8%**) sont plus nombreuses que les hommes (**11,3%**) à dire qu'elles ne savent pas si la CEDEAO a joué ou pas un rôle dans la transition. En moyenne, les personnes ayant un niveau d'instruction ont plus affirmé que la CEDEAO avait joué un rôle dans cette transition que les personnes n'ayant aucun niveau.

VI. 2 Appréciation des décisions de la CEDEAO sur la transition

Sur l'appréciation des décisions de la CEDEAO, lors de son implication dans la gestion de la transition, deux Malien(ne)s sur cinq (**40,4%**) pensent que ses décisions vont à l'encontre du bonheur du Mali et des Malien(ne)s. Toutefois, presque la même proportion (**39,3%**) affirme que les décisions de la CEDEAO sur la transition aident le Mali et les Malien(ne)s. En outre, **20,6%** n'ont pas d'opinion sur la question (*figure 16*).

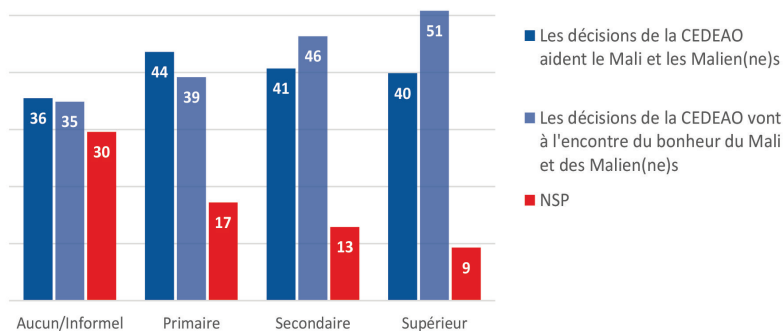
Figure 16 : Appréciation des décisions de la CEDEAO dans le de processus de transition



Q113. Nous avons aujourd'hui deux opinions sur l'implication de la CEDEAO dans le processus de transition : certains disent que les décisions de la CEDEAO aident le Mali et les Malien(ne)s, d'autres disent que les décisions de la CEDEAO vont à l'encontre du bonheur du Mali et des Malien(ne)s. Laquelle des opinions est la plus proche de la vôtre ?

toutes les réponses, N = 5053

Figure 17 : Appréciation des décisions de la CEDEAO lors de processus de transition par niveau d'instruction

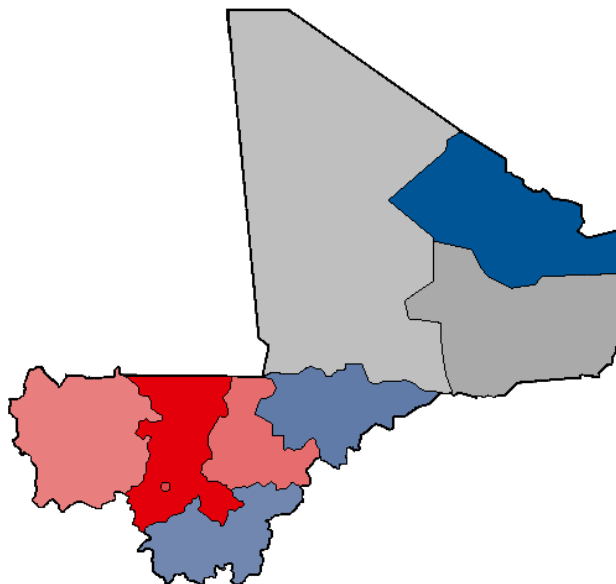


Q113. Nous avons aujourd'hui deux opinions sur l'implication de la CEDEAO dans le processus de transition : certains disent que les décisions de la CEDEAO aident le Mali et les Malien(ne)s, d'autres disent que les décisions de la CEDEAO vont à l'encontre du bonheur du Mali et des Malien(ne)s. Laquelle des opinions est la plus proche de la vôtre ?

toutes les réponses, N = 5053

Il ressort de l'analyse par région (**carte 3**) que les décisions de la CEDEAO sur la transition sont plus appréciées dans les régions de Kidal (**69,5%**), Mopti (**44%**), Sikasso (**41,7%**), Ségou (**40,9%**) et Bamako (**39%**). On note qu'à Koulikoro, la moitié de la population (**50,1%**) pense que les décisions de la CEDEAO vont à l'encontre du bonheur du Mali et des Malien(ne)s.

Carte 3 : Appréciation des décisions de la CEDEAO dans le processus de transition



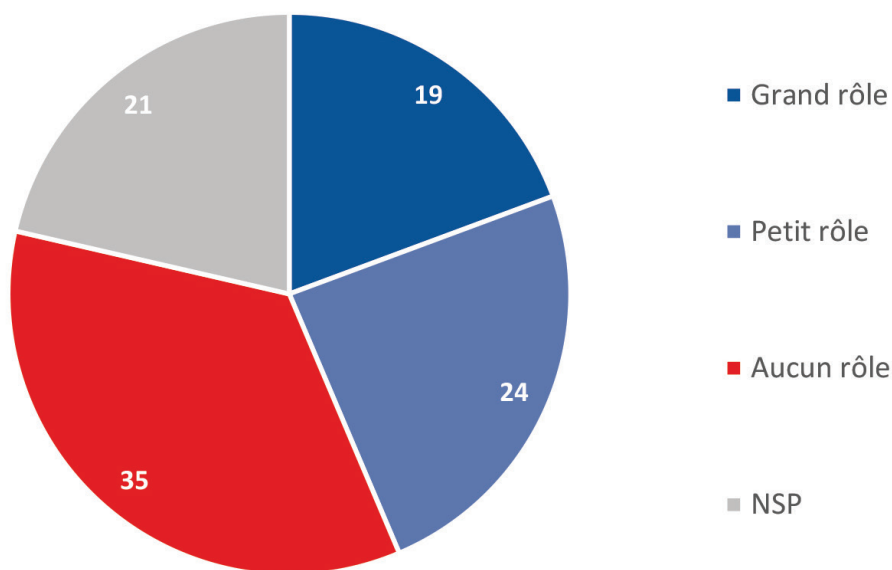
Q113. Nous avons aujourd'hui deux opinions sur l'implication de la CEDEAO dans le processus de transition : certains disent que les décisions de la CEDEAO aident le Mali et les Malien(ne)s, d'autres disent que les décisions de la CEDEAO vont à l'encontre du bonheur du Mali et des Malien(ne)s. Laquelle des opinions est la plus proche de la vôtre ?

Visualisation de la réponse la plus fréquente

VI.3 Rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition

Pour la MINUSMA, **43,6%** de la population sont d'avis qu'elle a joué un rôle dans la gestion de la transition (grand rôle **19,4%** et petit rôle **24,3%**). Cependant, plus d'un tiers (**35%**) de la population pense que la MINUSMA n'a joué aucun rôle dans la gestion de cette transition et **21%** n'ont pas pu apprécier le rôle de MINUSMA dans la transition (*figure 18*).

Figure 18 : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition

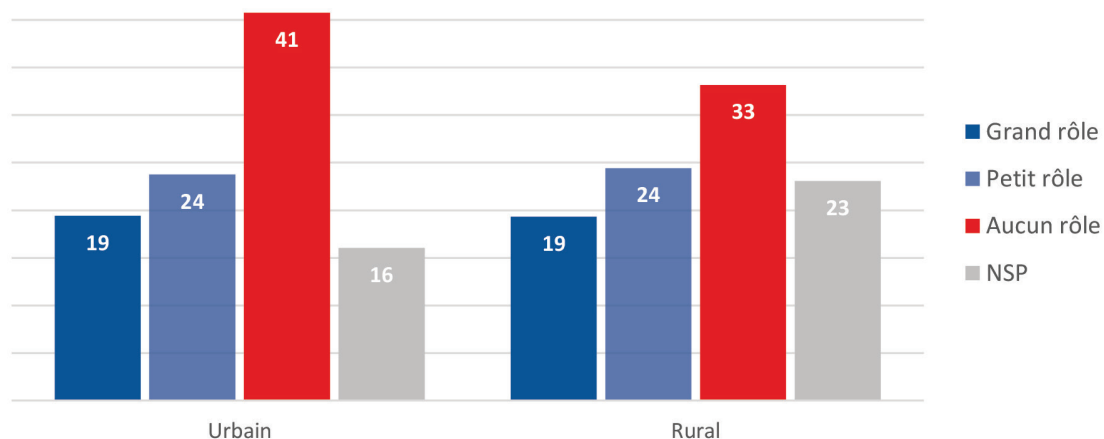


Q110B : [Rôle MINUSMA] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

toutes les réponses, N = 5053

Suivant les zones de résidence, la MINUSMA n'a joué aucun rôle dans la transition pour **41%** des habitants en ville et **33%** de ruraux (*figure 19*).

Figure 19 : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition selon milieu de résidence

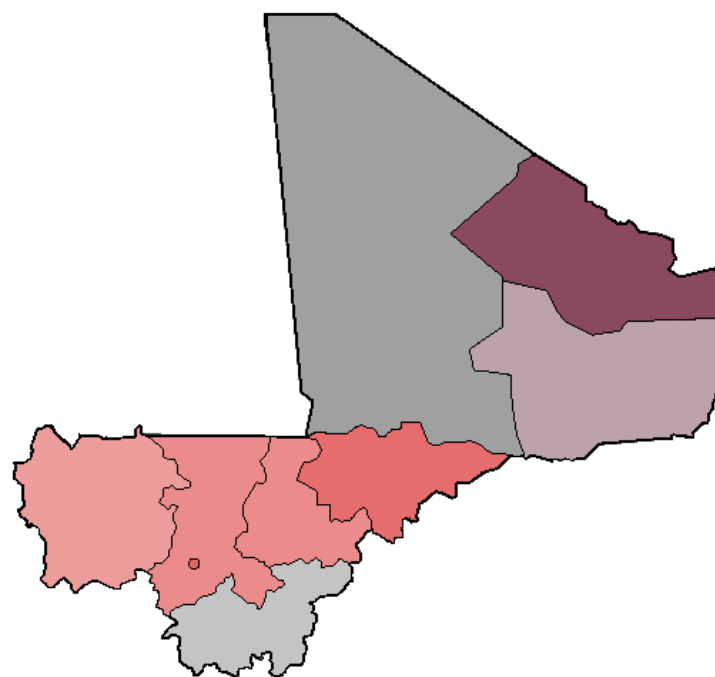


Q110B : [Rôle MINUSMA] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

toutes les réponses, N = 5053

L'analyse par région (*carte 4*) fait ressortir la même tendance. La région de Kidal se démarque avec trois quarts de la population qui pensent que la MINUSMA a joué un rôle dans la gestion de la transition au Mali.

Carte 4 : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition



Q110B : [Rôle MINUSMA] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

Visualisation de la réponse la plus fréquente

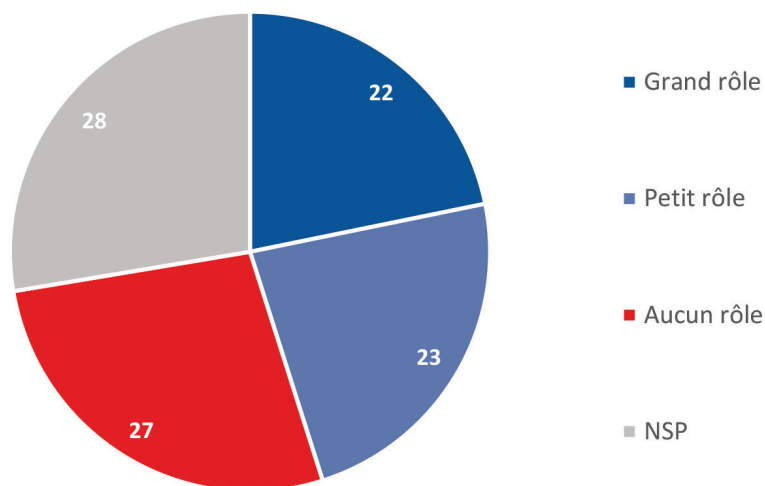
Les hommes sont plus nombreux (45%) que les femmes (25,1%) à penser que la MINUSMA n'a joué aucun rôle dans cette transition.

VI. 4 Rôle de l'Union Européenne dans la gestion de la transition

45,1% des personnes interrogées voient un rôle pour l'Union européenne dans le processus de transition (21,8% grand rôle, 23,3% petit rôle). Cependant, 27,3% des citoyen(ne)s pensent que l'Union européenne n'y a joué aucun rôle (figure 20).

Aussi, une proportion de 27,6% de la population ne sait pas si l'Union européenne a joué un rôle dans la gestion de la transition.

Figure 20 : Appréciation du rôle de l'Union Européenne dans la gestion de la transition

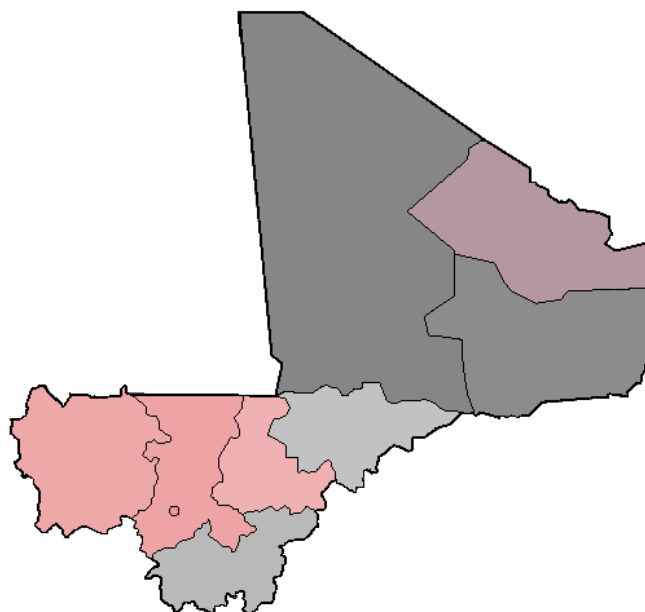


Q110C : [Rôle Union Européenne] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

toutes les réponses, N = 5053

La comparaison par région montre la même tendance pour cette question (carte 5), excepté pour les deux grandes régions dites du nord Gao (29,5%) et Tombouctou (30,6%) où l'on a des tendances plus faibles. A noter que dans ces deux régions, la proportion de « Ne sait pas » est relativement élevée (carte 5).

Carte 5 : Appréciation du rôle de l'Union Européenne dans la gestion de la transition

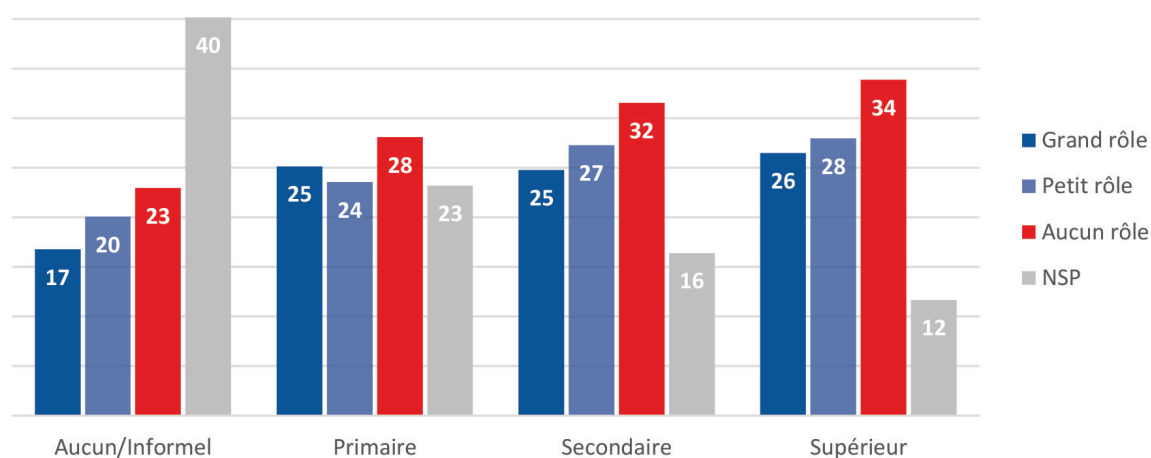


Q110C : [Rôle Union Européenne] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

Visualisation de la réponse la plus fréquente

Par ailleurs, plus de la moitié des personnes ayant le niveau supérieur et secondaire estiment que l'Union européenne a joué un rôle dans la gestion de la transition. Cette statistique est de 36,9% parmi les personnes qui n'ont aucun niveau.

Figure 21 : Appréciation du rôle de la Union Européenne dans la gestion de la transition par niveau d'instruction



Q110C : [Rôle Union Européenne] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

toutes les réponses, N = 5053

Perception des avantages de la transition sur la réconciliation entre les segments de la société civile

En plus de la perception la population sur la conduite de la transition vers un système démocratique et de bonne gouvernance, il a été question de sonder les citoyen(ne)s sur les avantages que peut avoir la transition sur la réconciliation entre plusieurs segments de la société.

Sur la réconciliation au sein de l'armée, la majorité (**82,2%**) de la population pense que la transition est une opportunité pour réconcilier l'armée. Plus de la moitié (**56,7%**) pense d'ailleurs que c'est une très bonne opportunité. Alors que **7,69%** de la population pensent que cette transition n'est pas du tout une opportunité pour la réconciliation de l'armée et **10,1%** n'a pas d'opinion sur la question (*figure 22*).

Pour plus de la moitié de la population (**52,7%**), la transition est une opportunité pour réconcilier l'armée et les groupes armés. Cependant, 35,8% des citoyen(ne)s pensent le contraire et **11,5%** n'ont pas d'opinion sur la question.

La transition politique est aussi une opportunité de réconciliation entre les partis politiques et les citoyen(ne)s selon plus de la moitié (**55,8%**) de la population. Plus d'un quart (**27,5%**) pense que cette transition ne permettra pas de réconcilier les partis politiques et les citoyen(ne)s.

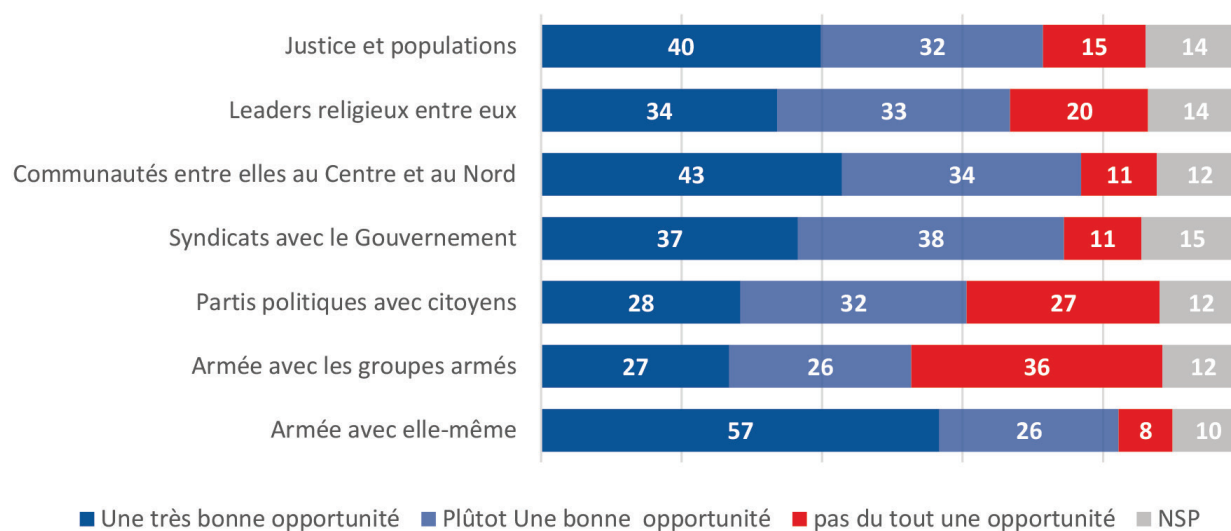
La transition politique est vue comme une opportunité de réconciliation entre syndicats et gouvernement selon près de trois quart (**74,4%**) de la population. Un peu plus d'une personne sur dix (**11%**) pense le contraire et **14,6%** de la population n'ont pas d'opinion sur cette question.

Plus de trois quart (**76,9%**) de la population voient dans la transition une opportunité de réconciliation entre les communautés elles-mêmes au centre et au nord. Un peu plus d'une personne sur dix (**10,8%**) ne partage pas cet avis et, **12,4%** de la population n'ont pas d'opinion sur la question.

La transition est perçue comme une opportunité de réconciliation entre les religieux selon plus de deux tiers de la population (**66,8%**). Près d'une personne sur cinq (**19,6%**) n'est pas de cet avis et **13,6%** de la population n'ont pas d'opinion tranchée sur la question.

Sur la réconciliation entre la justice et la population, la majorité de la population (**71,5%**) voit dans la transition une opportunité de réconciliation entre le système judiciaire et la population. Une proportion de **17,7%** de la population dit le contraire et **10,1%** de la population n'ont pas d'opinion tranchée sur la question.

Figure 22 : L'avantage de la transition sur la réconciliation entre les segments de la société...



Q114 A-F : La transition est considérée par certaines personnes comme une opportunité de réconciliation entre différents segments de la société malienne. Selon vous, la transition est-elle une très grande opportunité, plutôt une bonne opportunité ou n'est pas du tout une opportunité de réconciliation entre les groupes que je vais citer ?

toutes les réponses, N = 5053

Conclusion

Dans ces pages, nous avons essayé de trouver des réponses à certaines des questions les plus pressantes sur la transition. Comme c'est souvent le cas, il n'y a pas de réponses faciles. Bien que la majorité des personnes interrogées soient favorables à la démission de IBK, il faut se demander si 52,9% est une majorité fiable pour une mesure aussi drastique qu'un coup d'état.

Pour d'autres questions, les réponses ont été plus claires : les défis pour le Mali se situent toujours au niveau de la sécurité, de l'éducation et de la réduction de la pauvreté. Cela est conforme aux conclusions des années précédentes. Il n'est donc pas surprenant que ces points se reflètent également dans les priorités pour la période de transition.

Ce qui est certainement surprenant, c'est qu'il y a peu de différences entre les différents groupes d'âge, les sexes ou les niveaux d'éducation sur de nombreuses questions. Le lieu de résidence (rural ou urbain) semble aussi rarement jouer un rôle. Cette homogénéité des réponses soulève de nombreuses questions et doit faire l'objet d'un examen critique plus approfondi à l'avenir.

Le fait qu'à plusieurs questions la réponse „ne sait pas” ait été donnée le plus souvent nous donne matière à réflexion. Il est possible que les questions aient été posées de manière trop compliquée ou que de nombreux points qui nous intéressent ne trouvent tout simplement pas leur place dans la réalité de la vie des personnes interrogées. Mais cette réponse nous donne aussi un aperçu.

Le Mali Mètre ne peut pas donner de réponses absolues, mais nous espérons que les résultats de notre enquête pourront au moins donner l'impulsion nécessaire à la discussion. Nous avons maintenant une meilleure compréhension de ce qui motive les Malien(ne)s en cette période de transition et nous espérons qu'ensemble, le Mali et ses partenaires, nous pourrions mieux répondre à leurs besoins.

Merci.

Méthodologie et caractéristiques des enquêtes

IX. 1. Méthodologie et préparatifs de l'enquête

IX.1.1. Echantillonnage

Zone couverte

Comme indiqué dans les TDR, les zones concernées par ce sondage sont les régions (zones urbaines et rurales) du pays ainsi que le district de Bamako. En vue de donner plus de représentativité à l'enquête, cette dernière a également concerné la zone rurale.

Nature de l'enquête

Il est retenu (selon les TDR) qu'il s'agit d'une enquête par téléphone.

Population cible et échantillonnage

La population cible est l'ensemble des personnes âgées de 18 ans ou plus. Le sondage est donc représentatif au niveau du pays.

La taille de l'échantillon est fixée déjà à 4 000 individus. Ces 4000 personnes doivent

être réparties entre les régions (urbain/rural), le sexe (homme/femme), l'âge et le niveau d'instruction.

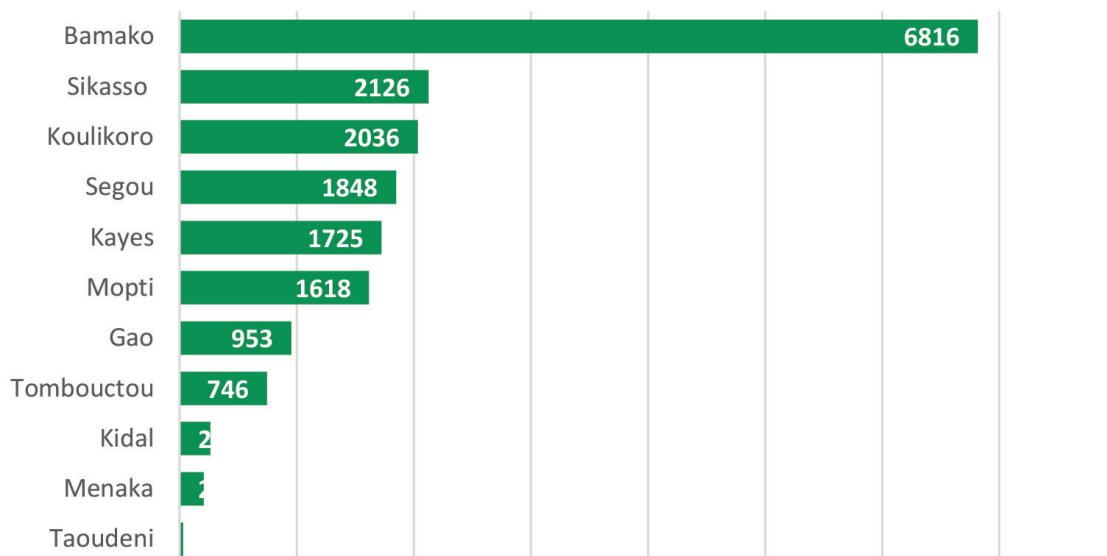
Base de téléphone utilisée pour le sondage

Par le passé, GISSE a récupéré les numéros de téléphone des enquêté(e)s durant ses sondages. Aujourd'hui, GISSE dispose d'une base de plus de 18 000 numéros de téléphone avec différentes caractéristiques (sexe, âge, commune de résidence).

Répartition par région

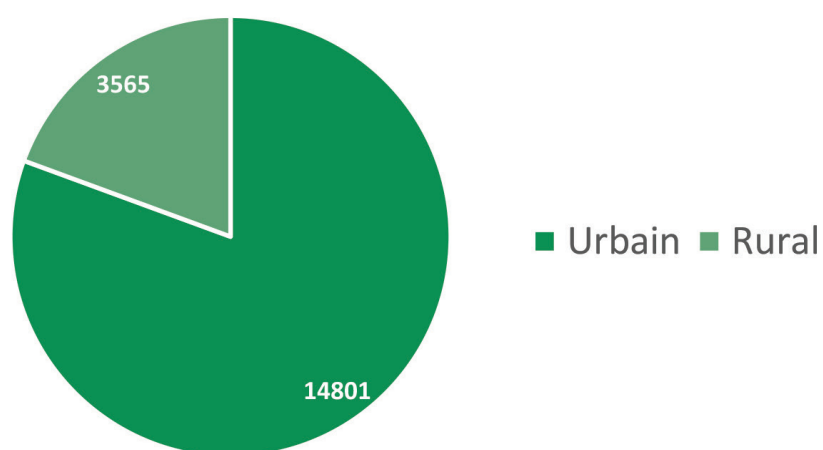
La base téléphone couvre toutes les 8 régions (Kayes à Kidal) du Mali ainsi que le district de Bamako. La répartition par région montre que nous pouvons réaliser des enquêtes avec des échantillons représentatifs au niveau de chaque région. Le graphique ci-dessous donne une répartition par région.

Figure 23 : Répartition par région

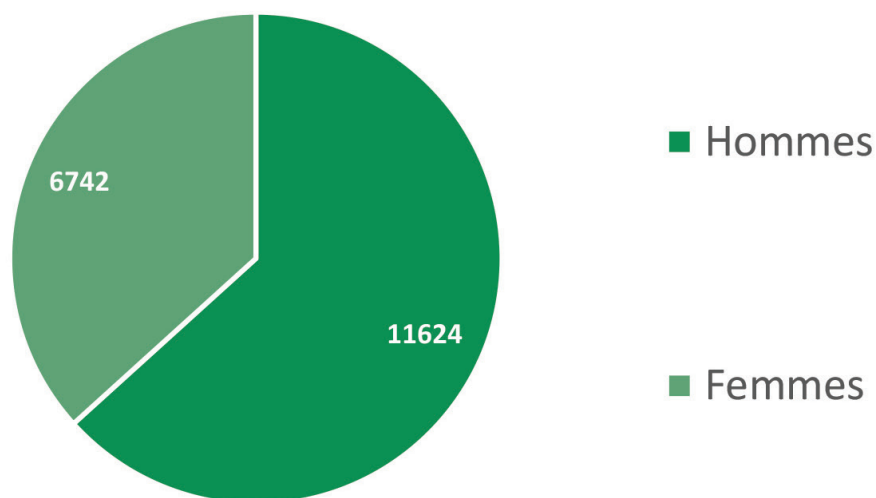


Répartition par milieu de résidence : la base téléphonique comporte **14801** individus vivant en milieu urbain et **3565** individus vivant en milieu rural. **Nous avons donc assez d'éléments d'observation pour chaque milieu de résidence.**

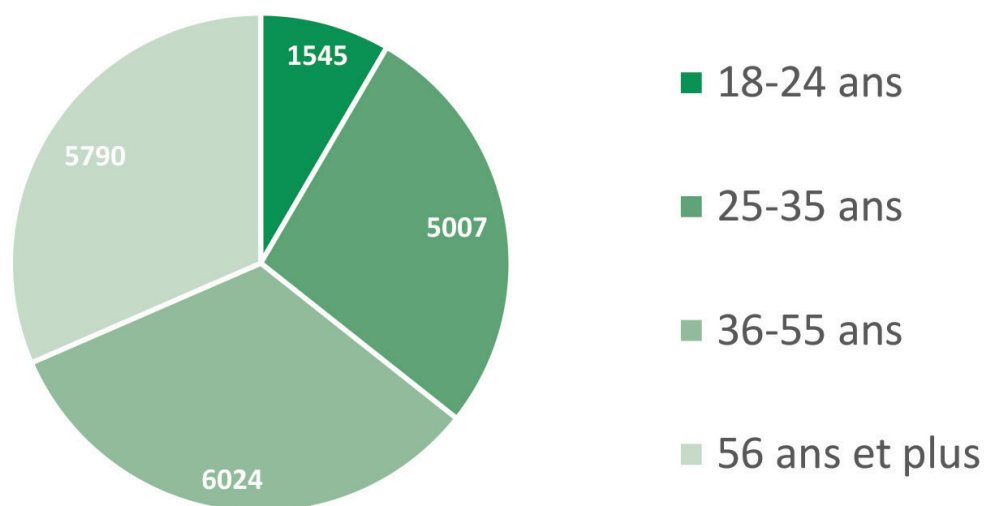
Figure 24 : Répartition par milieu de résidence



Répartition par sexe : la base de téléphone est constituée de 11624 hommes et de 6742 femmes. Nous avons assez d'éléments d'observation pour chaque modalité de la variable sexe.

Figure 25 : Répartition par sexe

Répartition par classe d'âge : La répartition par classe d'âge montre 1545 individus ayant entre 18 et 24 ans ; 5007 individus ayant entre 25 et 35 ans ; 6024 individus ayant entre 36 et 55 ans et 5790 individus âgés de plus de 55 ans.

Figure 26 : Répartition par âge

C'est cette base qui a été utilisée pour le choix des enquêté(e)s.

La taille de l'échantillon fixée à 4000 individus est largement suffisante pour pouvoir estimer des indicateurs au niveau des régions (urbain/rural), du sexe (homme/femme) et de l'âge (classe d'âge).

Le tableau suivant donne la répartition raisonnée souhaitable afin de pouvoir calculer des indicateurs dans chaque sous-zone. Une répartition raisonnée se justifie par le fait que la répartition proportionnelle donnera des échantillons trop faibles dans certaines zones.

Tableau 7 : Répartition raisonnée des 4000 personnes entre les régions et milieu de résidence

Région	Total	Urbain	Rural	Echantillon urbain	Echantillon rural	TOTAL Echantillon
Gao	542 306	113 841	428 465	60	90	150
Tombouctou	674 793	87 552	587 241	50	140	190
Mopti	2 036 209	173 134	1 615 530	90	440	530
Bamako	1 810 366	1 810 366	-	650	-	650
Kayes	1 993 615	2 77 955	1 715 660	150	400	550
Ségou	2 338 349	200 468	2 137 881	120	440	560
Koulikoro	2 422 108	132 478	2 289 630	80	510	590
Sikasso	2 643 179	426 600	2 216 579	240	460	700
Kidal	72 814	23 928	48 886	40	40	80
TOAL	14 533 739	3 246 322	11 039 872	1 480	2520	4000

IX.1.2. Implication statistique de l'ajustement de la taille de l'échantillon

Avec une répartition proportionnelle, la taille de l'échantillon devrait être de 20 personnes dans la région de Kidal. Alors qu'avec la répartition raisonnée (pour pouvoir estimer des statistiques par région), on prévoit d'interroger environ 80 personnes dans cette région. Cet ajustement n'est pas sans conséquences statistiques sur le calcul des indicateurs au niveau de l'ensemble des zones. En effet, c'est comme si on attribuait à Kidal un poids qu'elle ne mériterait pas réellement. Statistiquement, lors de l'analyse, un coefficient de redressement permet de donner à chaque strate son véritable poids.

Formule de calcul du coefficient de redressement : En considérant une zone i (par exemple la région de Kidal), le coefficient de redressement de cette zone est calculé par la formule :

$$c_i = \mu_i / \alpha_i$$

c_i est le coefficient de redressement calculé pour la zone i ;

μ_i est la taille qui devrait être appliquée en cas de répartition proportionnelle ;

α_i est la taille qui a été appliquée dans la répartition raisonnée.

IX.1.3. Procédure de tirage de l'échantillon

Le tirage des numéros s'est fait de manière aléatoire. Pour cela, le tirage systématique a été utilisé dans chaque sous-groupe. De manière résumée, par exemple, pour les hommes du milieu rural de Kayes :

- ✓ Les hommes du milieu rural de Kayes sont rangés du moins âgé au plus âgé. Soit N le nombre total d'individus.
- ✓ Pour choisir les 150 individus de cette strate, on calcule d'abord le « PAS » : $N/150$; soit k ce « PAS ».
- ✓ On tire un nombre aléatoire entre 1 et k ; soit h ce nombre.
- ✓ Les individus tirés sont donc : h ; $h+k$; $h+2*k$; $h+3*k$; etc.

IX.1.4. Les grandes difficultés dans les sondages par téléphone

Un des grands problèmes des enquêtes par téléphone est que la structure de l'échantillon ne sera connue qu'après la phase terrain. En effet, comme il existe un espace de temps entre la date de collecte de numéro de téléphone et le jour de l'enquête, il est possible que les variables lieu de résidence, sexe, âge, changent du fait que le numéro change de propriétaire ou que la personne a changé de résidence, etc.

Donc, nous allons forcément dépasser les 4000 personnes à enquêter pour être sûrs que tous les profils figurent dans l'échantillon.

IX.1.5. Echantillon réellement enquêté

Au total, **5 057** personnes âgées de 18 ou plus ont été interrogées (sur 4 000 prévus). Le graphique suivant donne, par région, le nombre de personnes réellement enquêtées et prévues au cours du sondage. On remarque que le seuil prévu est dépassé dans chaque région. Aussi, pour chaque sous-groupe, nous avons assez (d'éléments) d'observation afin de pouvoir procéder au calcul des indicateurs dans le sous-groupe en question.

Figure 27 : réellement enquêtées et prévues

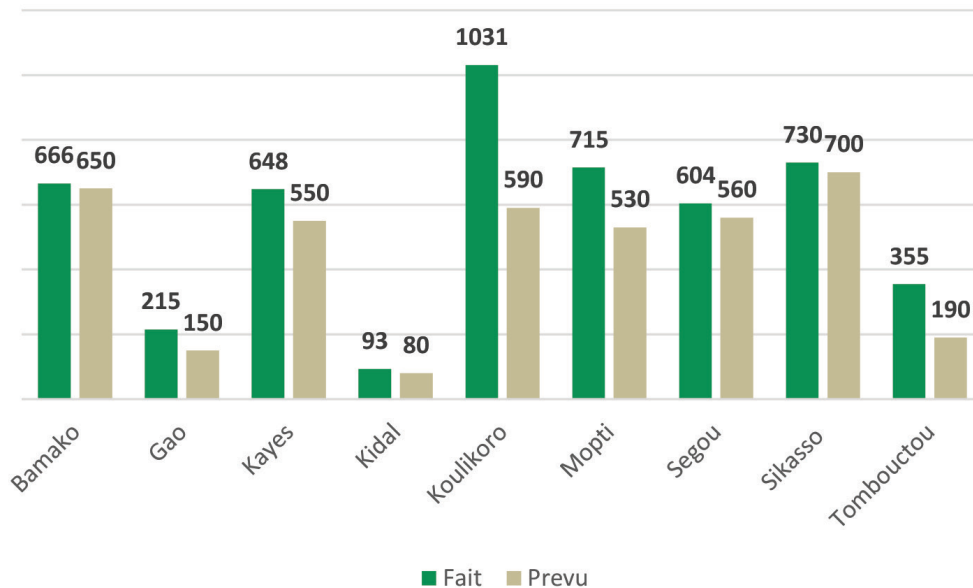
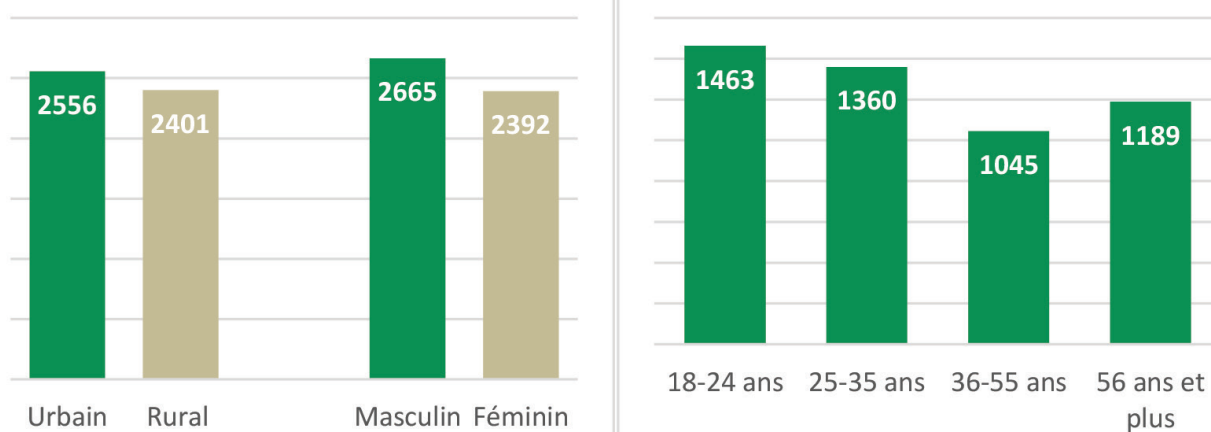


Figure 28 : Répartition des enquêtés par région, par sexe et par âge



IX.1.6. Préparatifs et lancement de l'enquête

Pour cette opération de collecte, une équipe de vingt (20) enquêteurs a été mobilisée. Ces derniers ont suivi une formation de deux jours sur les outils de collecte.

Le questionnaire de l'enquête a été implémenté sur des tablettes à l'aide de l'outil **CSEntry**. Donc deux téléphones ont été utilisés par les agents : un pour appeler et l'autre pour saisir les réponses dans l'application CSEntry. Les données ont été centralisées en ligne dans le serveur de GISSE. L'apurement des données a été fait sur STATA.

La collecte des données s'est déroulée du 6 au 24 octobre 2020.

IX.1.7. Présentation des graphiques

A la différence des précédentes éditions où les graphiques ont été systématiquement prévus pour tous les critères, l'option a été faite ici de ne prévoir des graphiques que pour les situations où les différences de perceptions sont bien remarquées.

ANNEXES

Tableau A1 : Défis au Mali par région

	BKO	GAO	KAYES	KIDAL	KOULI	MOPTI	SEGOU	SIKASSO	TOMB	ENS
Lutte contre l'insécurité	34,67	87,03	32,46	27,82	32,77	78,85	49,61	38,53	56,03	45,84
Améliorer le Système éducatif	52,26	13,41	34,83	35,84	42,82	20,47	33,97	41,64	16,68	36,14
Lutte contre la pauvreté	25,36	54,62	23,92	38,31	23,70	26,78	33,02	22,90	35,01	27,46
Lutte contre l'insécurité alimentaire	24,35	33,37	22,89	19,37	24,13	35,98	24,17	17,04	46,47	25,66
Améliorer le Système sanitaire	22,72	24,87	16,33	33,35	26,93	18,09	26,64	22,39	23,89	22,73
Lutte contre le chômage des jeunes	29,86	12,32	13,00	27,86	21,56	9,75	24,11	19,89	26,07	20,06
Gestion du problème du nord	15,37	12,30	20,30	60,94	23,01	2,84	20,86	14,29	36,18	17,50
Réconciliation nationale	9,99	10,96	16,66	14,72	9,47	22,42	12,44	18,69	3,27	14,12
Lutter contre mauvaise gouvernance	8,99	8,27	13,67	3,60	6,46	2,66	11,41	16,07	10,50	10,04
Aide aux agriculteurs	2,90	5,73	8,95		10,01	4,90	8,46	18,05	7,42	9,08
Lutte contre corruption	11,19	5,83	14,71	3,19	9,75	2,97	4,87	10,12	2,99	8,49
Réussite de la transition	4,25	0,89	6,87	5,50	5,12	4,46	9,95	4,97		5,50
Lutte contre l'injustice	6,16	4,05	4,17	5,60	5,15	5,50	2,99	5,83	0,34	4,71

Gestion du problème du centre	2,29		1,75	33,82	3,57	10,64	4,73	3,27	2,95	4,23
Révision de l'Accord pour la paix et la réconciliation	1,93	0,45	5,12	6,06	4,13	6,07	1,25	3,55	12,64	3,93
Construction route	5,03	4,30	8,98	3,00	3,45	0,88	0,81	4,26	1,10	3,70
Améliorer l'accès à l'eau et l'électricité	2,53	9,99	7,27		2,09	2,06	0,64	3,84	1,94	3,18
Aider les femmes	1,52	5,75	4,61		1,42	3,01	2,63	4,09	2,89	2,96
NSP	1,41		1,12		1,33	0,78	1,71	1,24		1,17
Les réponses de moins de 1% n'ont pas été répertoriées										

Tableau A2 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser par region

	BKO	GAO	KAYES	KIDAL	KOULI	MOPTI	SEGOU	SIKASSO	TOMB	ENS
Lutter contre l'insécurité	30,93	50,85	32,07	25,30	31,00	68,66	43,07	33,16	39,23	39,49
Résoudre le problème de l'éducation	50,86	7,72	32,30	51,80	51,09	24,93	34,78	44,71	22,19	38,41
Lutter contre l'insécurité alimentaire	22,08	3,12	14,39	38,64	23,80	20,80	16,47	12,76	15,63	17,70
Lutter contre le chômage	21,59	1,39	6,62	47,87	21,93	7,90	15,52	13,82	10,01	14,36
Amener la Paix et cohésion sociale	6,33	8,23	10,95	7,17	7,18	28,70	7,36	10,89	55,81	13,47
Gestion problème nord	15,82	0,25	10,56	1,68	17,58	3,29	12,58	11,23	3,06	11,16
Améliorer le secteur sanitaire	13,01	1,87	8,84	2,22	14,86	6,18	12,21	12,70	8,15	10,98
Lutte contre pauvreté	7,25	0,72	10,31	0,36	5,99	5,33	13,08	8,62	11,36	8,30
Lutter contre la corruption	12,67	0,93	10,11	16,20	11,67	3,36	5,15	7,49	5,89	8,07
Lutter contre la mauvaise gouvernance	6,21	2,13	6,25	18,52	9,28	5,25	4,50	11,03	5,92	7,11
Lutter contre le terrorisme	2,23	3,43	16,55	16,46	3,53	11,90	2,94	5,25	5,16	6,54
Aide agriculteur	0,78	0,47	3,14	0,73	7,87	1,92	3,60	15,25	1,18	5,49
Organisation d'élection transparente	6,19	3,52	2,88	16,20	6,19	5,21	7,02	5,51	2,52	5,42
Lutter contre l'injustice	7,11	1,99	3,63	7,60	7,33	3,81	5,94	3,30	0,99	4,90
Construction route	5,25	9,77	5,99	1,84	2,49	1,80	1,84	7,39	6,50	4,48

Organisation de dialogue nationale	0,61	0,70	1,36	0,39	0,64	10,91	1,51	0,72	3,92	2,39
Gestion problème centre	1,97			2,34	2,81	5,71	2,12	0,40	1,31	1,98
Refonte totale de l'état	1,23		0,49	28,64	1,39	0,41	0,52	2,18	0,28	1,18
Les réponses de moins de 1% n'ont pas été répertoriées										

Tableau A3 : Réformes à entreprendre pour l'avenir du Mali par region

	BKO	GAO	KAYES	KIDAL	KOULI	MOPTI	SEGOU	SIKASSO	TOMB	ENS
Ne sait pas	38,02	7,87	45,47	8,44	50,21	51,76	42,29	42,09	43,69	43,27
Réforme secteur justice	34,74	23,17	25,34	1,32	25,61	26,92	26,41	11,79	22,78	24,28
La Réformer secteur éducation	18,09	15,47	18,53	56,81	15,27	7,90	18,65	31,69	9,55	18,61
Lutter contre le banditisme/insécurité	7,20	74,27	6,87	26,47	6,04	4,21	15,95	13,12	16,56	12,02
La Réformer de l'armée	4,98	16,87	10,85	60,26	4,34	3,49	8,36	6,22	4,01	6,93
La Reformer secteur santé	6,12	11,63	7,15	46,05	4,68	1,72	4,96	8,17	4,60	5,99
Revoir les codes électoraux	5,71	1,05	1,07	19,82	4,36	6,65	5,94	2,33	3,20	4,22
Réviser la constitution	7,16	2,93	3,65	0,39	4,56	4,70	2,52	2,94	1,57	3,97
La réforme secteur industrie	0,75		1,35	7,23	2,24	0,83	2,95	2,97	0,49	1,84
Avoir des institutions fortes	1,51	0,89	0,36		0,62	1,36	0,36	1,14	4,27	1,04
Les réponses de moins de 1% n'ont pas été répertoriées										

Tableau A4 : Actions immédiates que le nouveau gouvernement devrait prioriser par niveau d'instruction

	Aucun/Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur
Ne sait pas	47,99	42,31	43,97	26,04
Réforme secteur justice	20,22	25,11	23,18	40,00
La Réformer secteur éducation	16,45	18,24	22,14	21,56
Lutter contre le banditisme/ insécurité	13,52	13,11	8,43	9,77
La Réformer de l'armée	6,78	8,06	6,37	5,40
La Reformer secteur santé	6,85	5,36	5,34	5,54
Revoir les codes électoraux	2,60	4,77	4,82	7,92
Réviser la constitution	1,58	3,25	4,94	13,64
La réforme secteur industrie	2,24	1,19	2,06	1,70
Avoir des institutions fortes	0,61	0,88	1,24	2,82
Les réponses de moins de 1% n'ont pas été répertoriées				

Tableau A5 : Appréciation du rôle de la CEDEAO dans la gestion de la transition

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
Grand rôle	31,67	27,75	27,57	11,19	30,86	39,80	34,42	35,12	27,20
Petit rôle	21,77	17,98	19,97	72,98	23,19	18,75	21,86	21,81	11,15
Aucun rôle	35,76	13,27	28,38	8,51	33,85	24,62	28,53	18,27	23,99
NSP	10,80	41,00	24,07	7,32	12,10	16,83	15,19	24,80	37,65
Q110 A : [Rôle CEDEAO] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?									
toutes les réponses, N = 5053									

Tableau A6 : Appréciation des décisions de la CEDEAO lors de processus de transition par région

	Bama-ko	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikas-so	Tomb.
Les décisions de la CEDEAO aident le Mali	39,04	31,68	35,60	69,50	37,00	43,99	40,97	41,65	33,83
Les décisions de la CEDEAO vont à l'encontre du bonheur du Mali	46,84	24,58	39,57	23,93	50,09	39,87	42,51	31,00	26,65
NSP	14,12	43,74	24,83	6,57	12,91	16,14	16,52	27,35	39,52

Q113. Nous avons aujourd'hui deux opinions sur l'implication de la CEDEAO dans le processus de transition : certains disent que les décisions de la CEDEAO aident le Mali et les Malien(ne)s, d'autres disent que les décisions de la CEDEAO vont à l'encontre du bonheur du Mali et des Malien(ne)s. Laquelle des opinions est la plus proche de la vôtre ?

toutes les réponses, N = 5053

Tableau A7 : Appréciation du rôle de la MINUSMA dans la gestion de la transition

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
Grand rôle	18,79	9,32	18,68	16,08	23,16	22,03	17,42	20,56	12,10
Petit rôle	23,28	34,05	20,03	59,72	24,70	22,04	26,79	24,95	20,56
Aucun rôle	44,06	26,33	33,64	14,79	36,93	42,68	36,90	25,06	24,57
NSP	13,86	30,30	27,65	9,40	15,22	13,25	18,89	29,42	42,77

Q110B : [Rôle MINUSMA] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

toutes les réponses, N = 5053

Tableau A8 : Appréciation du rôle de l'Union européenne dans la gestion de la transition

	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Kouli.	Mopti	Ségou	Sikasso	Tomb.
Grand rôle	23,40	15,55	21,69	10,25	26,02	18,68	23,16	22,20	11,37
Petit rôle	24,41	14,40	18,20	33,94	25,56	23,73	25,73	24,20	19,24
Aucun rôle	33,95	21,43	30,54	37,18	31,33	27,24	27,96	19,40	15,40
NSP	18,24	48,62	29,57	18,63	17,09	30,35	23,14	34,20	53,98

Q110C : [Rôle Union Européenne] Selon vous, les organisations que je vais citer, ont-elles un grand rôle, un petit rôle, ou bien n'ont aucun rôle dans la gestion de la transition ?

toutes les réponses, N = 5053

